

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?**Economie – Et si les sciences économiques nous devenaient indispensables?**

Jean-Marie Brandt, Dr ès sciences économiques et en théologie, ancien directeur général de banque et chef du fisc vaudois

Plusieurs signes avant-coureurs peuvent faire craindre une nouvelle crise économique mondiale. Ce cours permettra de réapprendre à décoder des notions telles que fin de cycle, ralentissement de la croissance, crise, récession, dépression, déflation, syndrome de l'effondrement. Après s'être familiarisés, entre autres, avec le diagnostic économique et les politiques fiscales et budgétaires classiques, les nouveaux remèdes « anticrise » seront examinés à la loupe: baisse des taux d'intérêt des banques centrales (la FED et la BCE en tête), injection massive de liquidités financières, intérêts négatifs ou taux inversés.

A l'heure de l'American First, du Brexit, de l'orthodoxie allemande ou du déficit budgétaire français ou des Bilatérales, il s'agira de pondérer les futurs possibles: prospérité et démocratie, néo-libéralisme (USA), socio-libéralisme (Europe), socialisme de marché (Chine), coopération versus confrontation, multilatéralisme versus isolationnisme. Enfin, les forces et faiblesse des sciences économiques seront réévaluées à l'aune des défis immédiats: finance internationale, innovation technologique, numérisation, écologie, biodiversité.

Dates	mardis 17, 24, 31 mars et 7 avril 2020
Heures	de 8h45 à 10h15 (espaces fines avant/après « h »)
Lieu	Salle de Connaissance 3, Espace Riponne (1 ^{er} étage), place de la Riponne 5
Prix	125 fr. (150 fr. non-adhérent) pour 4 séances, supports de cours inclus

AVERTISSEMENT

Le présent polycopié est un instrument de travail destiné à l'appui du cours. Il n'engage la responsabilité de son auteur que dans le cadre de ce cours et des débats qu'il aura occasionnés.

Le matériau de base est tiré de l'ouvrage "C'est l'emploi qu'on assassine, contre la finance casino, pour une économie au service de l'homme" paru à Saint-Maurice, Editions Saint-Augustin en juin 2019 piloté par Jean-Marie Brandt en collaboration avec Daniel Canova et Jean-Philippe Chenaux.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

TABLE DES MATIERES

1 CONCEPTS : SIGNES AVANT-COUREURS ET CRISE ECONOMIQUE MONDIALE :

- 1.1 Crise économique
- 1.2 Crise économique mondiale
- 1.3 Signes, signes avant-coureurs, anticipations
- 1.4 Ecologie, économie, *éconologie*, Maison, norme, un zeste de transcendance
- 1.5 Grands équilibres, lois naturelles : une sociologie qui s'ignore ou la prose de Mr Jourdain
 - Avant le coronavirus
 - Pendant le coronavirus
- 1.6 Conclusion : une sociologie qui s'ignore ou la prose de Mr Jourdain

2 REALITE : SIGNES AVANT-COUREURS ET CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

- 2.1 Fin de cycle : résilience naturelle ou réalité nouvelle ?
- 2.2 Ralentissement de la croissance : des perspectives quantitatives ou qualitatives ?
- 2.3 Crise, récession, dépression, déflation, stagflation : *terra cognita*, rappels
- 2.4 Collapsologie, complotisme, le syndrome de l'effondrement, millénarismes : curiosités du temps
- 2.5 Le futur : une question de foi, de confiance ou de conscience ?

3 DIAGNOSTIC ET «ECONOLOGIE», SOINS PALLIATIFS OU THERAPEUTIQUES

- 3.1 Diagnostic : l'indispensable «*éconologie*»
- 3.2 Soins thérapeutiques : le néo-keynésianisme à l'épreuve de la mode

4 LES FUTURS POSSIBLES

- 4.1 America First et socialisme chinois de marché
- 4.2 Espace Economique Européen, Brexit, Bilatérales, Confédérés et Alliés
- 4.3 Orthodoxie à l'allemande ou déficit budgétaire à la française
- 4.4 Les futurs possibles (débat) :
 - Prosperité et démocratie ; néo-libéralisme (USA), socio-libéralisme (Europe) et religion (Charia) ; coopération et confrontation, multilatéralisme et isolationnisme
- 4.5 Conclusion : confiance, croyance les clés de l'Alliance, encore possible ?
 - Débat

ANNEXE : COMMENTAIRES LIBRES SUR LE MODELE ECONOMIQUE

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?**1 CONCEPTS : SIGNES AVANT-COUREURS ET CRISE ECONOMIQUE MONDIALE****1.1 Crise économique****Définitions****Dictionnaire**

Une crise est une manifestation émotive, soudaine et violente ; une phase grave dans l'évolution des choses, des éléments, des idées.¹

Etymologie

Grec :

κρίσις : action ou faculté de distinguer, action de choisir, choix, élection ; action de séparer, de contester ; action de décider, décision, jugement

κρίνειν : séparer, distinguer, choisir, sécréter ; décider, trancher, résoudre ; expliquer, interpréter, juger, estimer, apprécier ;

Le sens des mots

Le sens existentiel du mot *crise* est la mise en cause de la capacité d'adaptation individuelle et collective dans la poursuite de l'impératif de survie matérielle, morale et spirituelle. Cela revient à une mise en cause des acquis, des certitudes et des espoirs. La crise est rupture avec le passé : elle est par définition *non anticipée*. Ouverture sur l'inconnu, elle est par définition *opportunité*. La crise fait appel au libre-arbitre, à la conscience morale, au jugement, à la responsabilité, à la volonté d'agir et à l'action engagée. Elle conditionne la survie et l'accomplissement par la nécessité de l'adaptation.

La condition de crise est d'abord capacité d'humilité et de lâcher-prise. Elle est ensuite condition et capacité de survie et de liberté. Elle est enfin condition et capacité de spiritualité, soit de futur possible, de confiance, d'espérance, de Foi. Cette capacité au total est réservoir d'éthique, puits de dignité, source de résilience. Le mot *crise* constitue le mot *humanité*, fondamentalement.

L'actualité rémanente de la crise financière de 2008 est l'opportunité qui nous est donnée de pratiquer une gestion de *crise* selon les définitions ci-dessus. Il y va de notre responsabilité et de notre survie. Il y va aussi de notre dignité. L'originalité de cette crise, inédite dans l'histoire de l'humanité, est qu'elle fait vivre l'Occident, son économie, sa sociologie, sa politique, dans le leurre de l'intubation financière d'une ressource économique en état de mort cérébrale. La finance est devenue le laboratoire où se préparent les concoctions de notre avenir sociétal et civilisationnel. La particularité de cette finance est qu'elle est technologique, innovatrice, communicationnelle, omnisciente, dérégulée, idéologique, toute-puissante, mondialisée. Son vecteur est le dollar. Ses effets sont analogues à ces inflations chroniques qui cachent et révèlent en même temps une grave détresse organique et structurelle.

La finance est épidermique, superficielle, immédiate à la lecture. Sa technicité est un masque caricatural qu'il nous appartient de lever afin de nous mettre en position de diagnostic, de jugement et d'action. C'est notre responsabilité, ici et maintenant. La finance actuelle est un état de crise par excellence. Elle est crise, règne par la crise, répand la crise. Telle une pandémie, elle implique une responsabilité individuelle et collective qui engage à observer, comprendre, diagnostiquer, discerner et agir.

Son protocole opératoire se déploie au long de deux vecteurs : le vecteur *temporel* qu'elle réduit à zéro, éliminant potentiellement tout risque, toute finitude ; le vecteur *espace*, qu'elle occupe à l'infini, accaparant les pouvoirs. Le résultat de cette toxicité est d'une part qu'elle entend gérer les risques et donc le futur comme s'ils n'existaient pas, et d'autre part qu'elle prend possession du monde, de nous, et nous prive de notre liberté individuelle et

¹ Cf., Petit Robert

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

collective pour son profit. Ses effets reviennent à développer un système autoporteur de ploutocratie oligarchique qui soit vit pour lui-même, soit décide du bonheur collectif à la place de l'individu et de son collectif de référence.

Le régime actuel de *crise financière* met en cause notre capacité de jugement, de libre-arbitre, de conscience, de discernement et d'action engagée. Le masque par lequel elle intube, pour le maintenir en vie et en même temps cache, pour le coloniser, le corps économique, travestit la vérité, musèle notre discernement et paralyse notre action. La crise ne diminue en rien par contre notre responsabilité. Dans la mesure où nous nous soumettons à son diktat, nous signons un pacte aux termes duquel nous décidons de ne pas nous remettre en question, de ne pas entrevoir les opportunités nouvelles, de ne pas entreprendre de démarche de discernement : avec la vérité, nous renonçons à notre liberté, à notre engagement éthique et nous engageons notre dignité.

Or cette crise a, entre autres, la particularité de révéler des opportunités en ressources de tous ordres comme jamais l'humanité n'en a disposé. Des opportunités à disposition immédiate, moyennant certes des conditions inédites, notamment en matière de coopération, par exemple pour gérer la transition écologique et la biodiversité.

Disruption et crise

On peut observer l'irruption progressive du mot *disruption* dans le vocabulaire de crise. Cette innovation est le reflet d'une situation inédite. L'état de *disruption* procède en effet d'un degré plus avancé que la crise. Encore que l'on dise d'une crise qu'elle « éclate », et que *disruption* signifiant *explosion*, il peut sembler légitime de douter de la pertinence d'une telle nuance. Son intérêt tient dans le fait qu'on peut admettre que *disruption* signifie perte absolue des repères, soit impossibilité de les mettre en question : il s'agit dans ce cas d'en inventer de nouveaux. Au contraire de la *crise*, dans laquelle les repères sont mis en question pour être mieux adaptés.

En conclusion, dans la crise, l'opportunité à saisir est pleine ; dans la disruption, il n'est pas en principe d'opportunité ouverte, mais nécessité absolue d'une entière conversion. Nous verrons que l'état de crise actuelle issue de la *crise financière de 2008* répond davantage à cette définition de la *disruption*. Par commodité, nous garderons en principe et sauf exception le terme de *crise*.

Témoignages à faire intervenir pour le débat

En 2002, Maurice Allais, prix Nobel d'économie 1988, avait très bien résumé le défi auquel nous sommes confrontés :

En réalité, l'économie mondialiste qu'on nous présente comme une panacée, ne connaît qu'un seul critère : l'argent. Elle n'a qu'un seul culte, l'argent. Dépourvue de toute considération éthique, elle ne peut que se détruire elle-même.²

De même Galbraith, s'agissant de la crise de financière de 2008 :

Il n'y a qu'une seule crise, c'est une crise mondiale de la croissance et de la finance, avec des variations institutionnelles entre l'Amérique du nord et l'Europe qui ont rendu le problème européen plus sérieux et plus instable.³

Hannah Arendt, en tant que philosophe, donne à la crise ses dimensions dans le temps et dans l'espace :

² ALLAIS Maurice, *Nouveaux combats pour l'Europe, 1995 - 2002*, Paris, Clément-Juglar, 2002 in NAULOT Jean-Michel, *Crise financière, pourquoi les gouvernements ne font rien*, Paris, Ed. Du Seuil, 2013, p. 64

³ GALBRAITH, James K., *La Grande Crise, comment en sortir autrement*, Paris, Ed. Du Seuil (trad. 2014), 2015, p. 252

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Les valeurs évoquées, nos valeurs, sont les valeurs *judéo-chrétiennes*, celles qui fondent notre culture et notre identité. La crise, c'est cette "*Crise de la culture*" qu'*Hannah Arendt* diagnostique⁴ dans la banalisation généralisée de toute chose : *dépersonnalisation, déresponsabilisation*, perte de l'identité, du repère.⁵

Ce que la crise a détruit, c'est la notion de *confiance*, sur laquelle repose la génétique de notre société judéo-chrétienne, sa tradition, son identité, sa motivation :

Notre propos⁶ n'est pas de définir les valeurs en crise, mais le lien entre un *symptôme* tangible (la crise financière) et un *mal* diffus (la crise des valeurs). Or il est un sentiment universel qui, s'il n'est pas une valeur en soi, est le produit de l'ensemble de nos valeurs : la *confiance*. La *confiance*, c'est le respect de la personne dans sa dignité de créature au libre-arbitre, c'est le respect des institutions qu'elle a construites pour son bien-vivre. Selon Le Petit Robert la confiance c'est la *créance*, la *foi*, la *sécurité*, je résume : la confiance c'est la *foi* en l'autre, en l'Autre, le *credo* latin⁷, la *pistis* grecque⁸. *Créance, foi, sécurité*, voilà des notions qui sont au fondement de la culture et de l'identité judéo-chrétienne. Comme le montre Emmanuel Levinas⁹, ce qui nous caractérise en Occident, c'est le *rapport éthique*, le *rapport à l'autre*, celui qui mène *au Tout Autre, à l'infini, à Dieu*, dans un impossible élan joliment qualifié d'*asymptotique* par Pierre Hadot¹⁰, puisque comme le résume Levinas : "c'est dans le visage d'autrui qu'il y a Dieu, et pour moi, toute la théologie."^{11 12}

La confiance, la *foi* dans l'autre qui mène à l'Autre, sont la clé du sens que nous donnons à notre finitude (fussions-nous croyants ou athées) et la clé de la valeur que nous plaçons dans la personne. Ces clés sont bien celle de la culture et de l'identité judéo-chrétiennes. Or la *confiance* est la clé du système financier. En termes techniques on parle de la "*liquidité* du système". La liquidité est non seulement l'expression monétaire de la *valeur* économique, elle est à la fois le moyen et l'expression de la relation que les acteurs financiers entretiennent entre eux et avec les acteurs économiques. La disparition de la liquidité entraîne la disparition de la relation. La raréfaction de la liquidité entraîne les prix à la hausse, à commencer par ceux du crédit. La multiplication de la liquidité induit l'inflation et la perte de valeur économique.¹³

Le pape François apparaît comme le témoin le plus global, le plus original de la crise :

La crise financière de 2007-2008 était une occasion pour le développement d'une nouvelle économie plus attentive aux principes éthiques, et pour une nouvelle régulation de l'activité financière spéculative et de la richesse fictive. Mais il n'y a pas eu de réaction qui aurait conduit à repenser les critères obsolètes qui continuent à régir le monde.¹⁴

Il n'y a pas deux crises séparées, l'une environnementale et l'autre sociale, mais une seule et complexe crise socio-environnementale. Les possibilités de solution requièrent une approche intégrale pour combattre la pauvreté, pour rendre la dignité aux exclus et simultanément pour préserver la nature.¹⁵

En même temps, une écologie superficielle ou apparente se développe, qui consolide un certain assoupissement et une joyeuse irresponsabilité. Comme cela arrive ordinairement aux époques de crises profondes, qui requièrent des décisions courageuses, nous sommes tentés de penser que ce qui est en train de se passer n'est pas certain.¹⁶

⁴ ARENDT Hannah, *La crise de la culture*, (trad.) Paris, Editions Gallimard, 1972 et *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calman-Lévy, 1983

⁵ BRANDT Jean-Marie, conférence au Cercle Littéraire de Lausanne, 6 octobre 2012

⁶ Id.

⁷ Confier en prêt, tenir pour vrai, croire, penser, avoir confiance, se fier, ajouter foi, croire

⁸ Confiance, crédit, bonne foi, fidélité, foi, croyance ; ce qui fait foi, action de tenir pour vrai, moyen d'inspirer confiance, de persuader, preuve. Utilisé aussi dans le sens du serment devant les dieux, du gage donné aux dieux, de la confiance dans les dieux, du pacte

⁹ LEVINAS Emmanuel, *Totalité et infini*, Pars, Kluwer Academic, 1971

¹⁰ in HADOT Pierre, *Eloge de la philosophie antique*, Paris, Editions Allia, 2003

¹¹ in LEVINAS *ibid.*

¹² BRANDT conférence dito

¹³ BRANDT conférence dito

¹⁴ Pape François, LETTRE ENCYCLIQUE LAUDATO SI' SUR LA SAUVEGARDE DE LA MAISON COMMUNE, Rome, 24 mai 2015, 189

¹⁵ Pape François, dito 139

¹⁶ Pape François, dito, 59

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Les crises économiques sont nécessaires et récurrentes : petit historique

Elles font partie intégrante du système. Les correctifs qu'elles provoquent sont indispensables à l'adaptation du système économique de son évolution. Ce fait contredit les démonstrations ou la croyance dans la loi des grands équilibres naturels. C'est pourquoi les économistes parlent de *causes exogènes* (au modèle en cours. Il y a eu de tous temps des crises économiques. Une chronologie qui débute avec le 17^{ème}

C'est en effet dès *les Lumières* que le développement du produit intérieur brut a commencé à dépasser celui de la démographie, pour s'en détacher nettement et finir s'en décoller dès les années 1950.

De 1637 à 2008, le relevé des crises économiques est le suivant¹⁷ :

Février 1637. La «tulipomania», folie spéculative aux Pays-Bas et en Europe autour de la tulipe «Semper Augustus», débouche sur l'effondrement du marché de la tulipe, qui perd 95% de sa valeur, et sur la ruine de centaines de familles. La «tulipomania» est considérée comme la première des grandes crises financières internationales des temps modernes.

Février 1797. Panique bancaire en Angleterre. Effrayés par des rumeurs d'invasion, les déposants se ruent sur les banques du pays. Certaines d'entre elles font faillite, et même la Banque d'Angleterre est obligée de geler les paiements en espèces, ce qui aggrave la panique.

1819 Première grande crise financière aux Etats-Unis due à la spéculation foncière. La sévère récession agricole et industrielle qui s'ensuit va durer plusieurs années.

1825 La Grande-Bretagne connaît la première grande crise boursière de l'histoire. La Bourse de Londres s'effondre après le dégonflement de la bulle spéculative sur les investissements en Amérique latine.

1847 La spéculation autour des titres du chemin de fer (*Railroad-mania*) provoque un krach aux Bourses de Londres et de Paris.

1866 11 mai. «Black Friday» à la Bourse de Londres, qui connaît un krach majeur après la faillite d'un établissement financier. La crise provoque une panique bancaire.

1873 9 mai. Après deux années de spéculation intense en Allemagne et en Autriche, le krach de la Bourse de Vienne est le point de départ de plus de vingt-cinq années de stagnation de l'économie mondiale. Cette Grande Dépression est considérée aujourd'hui comme étant la première grande crise de la mondialisation.

1882 19 janvier. La faillite de l'Union générale, une banque française qui a multiplié les investissements spéculatifs en Europe de l'Est, provoque une grave crise boursière et bancaire en France.

1890 Un défaut de paiement de l'Argentine provoque la faillite de la banque Baring en Grande-Bretagne. La panique boursière se transmet de la Bourse de Londres aux autres grandes places financières.

La Grande Dépression

1929 24 octobre. Le krach de la Bourse de New York va provoquer la plus grave crise économique mondiale du XX^e siècle. Cette nouvelle Grande Dépression est la deuxième grave crise de la mondialisation moderne.

1930 Durant toute l'année, les marchés boursiers sont marqués par la volatilité. La crise commence à toucher l'économie réelle. A l'automne, et alors que la Réserve fédérale refuse d'injecter des liquidités dans le circuit bancaire, la faillite de la Bank of United States provoque une crise bancaire d'envergure. Incapables d'accéder au crédit, des centaines d'entreprises font faillite. Les déposants sont eux aussi touchés.

1931 Mai-juin. La crise bancaire touche l'Europe avec la faillite de plusieurs banques allemandes et autrichiennes. Les spéculateurs s'attaquent au mark et obligent l'Allemagne à faire appel à des prêts

¹⁷ Voir Le monde Diplomatique, le krach du libéralisme, manière de voir no 102, décembre 2008 - janvier 2009, Tiré de <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/102/PIRONET/17932>

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

internationaux pour garantir sa monnaie. A l'automne, une deuxième vague de faillite bancaire ébranle l'Amérique. La crise bancaire se transforme en crise économique.

1933 Mars. Troisième crise bancaire américaine. En moins de quatre ans, le nombre de chômeurs aux Etats-Unis est passé de 1,5 million à 15 millions. Franklin Delano Roosevelt institue le New Deal (« nouvelle donne ») pour relancer l'économie. Il se propose d'atténuer les effets de la crise économique en cent jours. Son programme vise à venir en aide aux plus démunis, à réformer le système bancaire et financier, en séparant notamment les banques commerciales et d'investissement et en créant une autorité de contrôle des marchés financiers, la Securities and Exchange Commission (SEC).

1935 Relance du New Deal avec l'adoption de plusieurs lois sociales aux Etats-Unis. Le programme de réformes s'achèvera en 1938.

1937 Nouvelle récession aux Etats-Unis. L'économie mondiale est en stagnation depuis huit ans, et plusieurs pays ont multiplié les mesures protectionnistes pour se garantir de la crise.

1944 22 juillet. Accords de Bretton Woods, qui organisent le système monétaire international — qui restera en vigueur jusqu'en 1971 — et qui créent le Fonds monétaire international (FMI) et la future Banque mondiale.

Déréglementations

1966 Crise américaine du crédit. En conduisant une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation, la Réserve fédérale (Banque centrale américaine, ou Fed, *photo*) aggrave les difficultés des banques qui font déjà face à un épuisement de leurs réserves. Ces dernières vont restreindre leurs crédits et provoquer un ralentissement économique.

1971 15 août. Les Etats-Unis suspendent la convertibilité en or du dollar et laissent flotter leur monnaie. Ils procéderont à une première dévaluation de 7,9% en décembre, puis à une seconde, en février 1973. A cette date, les accords dits « de Washington » instaurent le système des changes flottants, lequel remet en cause le système de Bretton Woods établi en 1944.

1972 Mai. Ouverture, à Chicago, de l'International Monetary Market et introduction des premiers contrats à terme sur les devises. Les options sur actions font leur apparition l'année suivante sur le Chicago Board Options Exchange.

1973 Décembre. Premier choc pétrolier : le prix du baril est multiplié par quatre après l'embargo des pays arabes membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), à la suite de la guerre de Kippour, en octobre.

1974 26 juin. La faillite de la banque allemande Herstatt provoque une grave crise sur le marché des changes et fait prendre conscience des risques systémiques provoqués par l'interdépendance des places financières. Le comité de Bâle sur les contrôles bancaires, qui rassemble les représentants des banques centrales du groupe des 10, est créé en décembre.

1976 Janvier. Les accords de la Jamaïque, à la suite de la réunion du comité intérimaire du Fonds monétaire international (FMI), consacrent l'abandon de l'étalon-or et entérinent le flottement généralisé des monnaies. Octobre. Une crise financière éclate au Royaume-Uni, qui reçoit un prêt du FMI moyennant l'instauration d'une politique de rigueur.

1979 Mars. Création du système monétaire européen (SME), qui remplace le serpent monétaire européen et institue une unité de compte, l'ECU, dont la valeur est calculée à partir d'un « panier » de monnaies. Juin. Le Royaume-Uni abolit le contrôle des changes et dérégule les mouvements des capitaux. Octobre. Accélération de la déréglementation financière aux Etats-Unis. La Fed augmente brutalement ses taux d'intérêt.

Marchés en liberté

1981 Août. Premier *swap* (contrat d'échange) de devises arrangé par Salomon Brothers, une banque d'investissement de Wall Street, pour le compte de la Banque mondiale et du géant informatique IBM.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

1982 Août. Le Mexique se déclare en cessation de paiement. La crise financière s'étend à toute l'Amérique latine et aux Caraïbes. La mise en cause des banques de dépôts qui ont prêté à tout-va aux pays en voie de développement va favoriser le développement des marchés financiers.

1983 Début de l'effondrement des caisses d'épargne aux Etats-Unis. Plus de sept cents établissements s'effondrent entre 1983 et 1989.

1984 Janvier. En France, une loi bancaire institue la dématérialisation des actions et obligations.

Mai. Sauvetage de la Continental Illinois, septième banque des Etats-Unis, par une aide de 7,5 milliards de dollars d'autres banques et de l'Etat.

1985

Mai. Réforme du marché monétaire français, désormais accessible à tous les investisseurs. Premières obligations assimilables du Trésor (OAT).

22 septembre. Accords du Plaza : Etats-Unis, Japon, République fédérale allemande, France et Royaume-Uni s'engagent à intervenir sur le marché des changes.

21 novembre. Panne informatique à la Bank of New York. La panique qui s'ensuit oblige la Fed à débloquer d'urgence 20 milliards de dollars.

1986 Février. Ouverture, à Paris, du marché à terme d'instruments financiers (Matif, rebaptisé en 1988 marché à terme international de France).

Octobre. «Big Bang» de Londres : le Royaume-Uni libéralise en profondeur ses marchés financiers et réorganise la City sur le modèle américain.

1987 Octobre. La hausse des taux longs américains détourne les investisseurs des marchés d'actions, provoquant un krach à Wall Street : le 19, l'indice Dow Jones perd 22,6%. Hongkong, Londres, Bruxelles et Paris sont rapidement touchées. La Fed, intervenant comme prêteur de dernier ressort, permet d'éviter une crise majeure.

1988 Juillet. Accords de Bâle sur les fonds propres des banques internationales. Elles doivent désormais respecter un ratio de solvabilité (dit «ratio Cooke») qui les oblige à détenir un montant minimum de capitaux propres afin de réduire le risque de faillite.

1989 Août. Le Congrès des Etats-Unis adopte un plan de sauvetage des caisses d'épargne. Octobre. Krach des *junk bonds* (obligations spéculatives douteuses) aux Etats-Unis.

Secousses et séismes

1990 Janvier. Début du dégonflement de la bulle financière au Japon après que l'indice Nikkei a atteint son plus haut historique en séance (38 957,44 points) le 29 décembre 1989. Suppression du contrôle des changes en France.

Juillet. La directive sur la liberté de circulation des capitaux entre en vigueur dans la Communauté économique européenne.

Septembre. Effondrement du marché international de l'immobilier après une importante vague de spéculation.

1992

Février. Signature du traité de Maastricht instaurant, à l'horizon 2002, une union économique et monétaire (UEM) européenne assise sur une monnaie unique baptisée «euro» en mai 1998.

Septembre. L'incertitude sur le résultat du référendum français sur le traité de Maastricht provoque une débâcle monétaire européenne : la lire italienne et la livre sterling sortent du SME. A la fin du mois, les spéculateurs échouent à obtenir le même résultat avec le franc français.

1993 Août. La spéculation sur le marché des changes fait céder la parité entre le franc français et le deutschemark. Les marges de fluctuation du SME sont élargies.

1994 Février. Krach des marchés obligataires.

Octobre. Les dirigeants de la banque américaine JP Morgan élaborent les *credit default swaps* (contrats d'échange de risque de défaut, CDS), des assurances contre le risque de non-remboursement de la dette des entreprises. Un amendement du Sénat adopté en 2000 favorisera l'essor des produits dérivés.

Décembre. Grave crise économique et financière au Mexique, fuite des capitaux. Le FMI conditionne son aide au renforcement d'une politique d'austérité.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

1995 Février. Chute de Barings, la plus ancienne banque d'affaires britannique, à la suite d'investissements spéculatifs (900 millions de livres de pertes, soit 1,16 milliard d'euros).

1997 Mars-décembre. Succession de crises monétaires et financières en Asie orientale (Thaïlande, Philippines, Corée du Sud, Indonésie, Hongkong...). L'onde de choc atteint bientôt la Russie, puis l'Amérique latine.

1998 Août-septembre. Début de la crise russe; le rouble perd près de 30% de sa valeur. Faillite du fonds d'investissement américain Long Term Capital Management (LTCM). La Réserve fédérale renfloue les caisses avec 3,6 milliards de dollars pour éviter l'effondrement du système financier mondial.

1999 Janvier. Crise financière au Brésil, où le real chute de 40% en quelques jours. Les pays voisins, dont l'Argentine — premier partenaire commercial du Brésil —, sont atteints. L'euro devient la monnaie unique des pays de l'UEM. Toutes les opérations sur les marchés financiers se font désormais en euro.

Novembre. Le président William Clinton abroge la loi Glass-Steagall, instaurée en 1933 par le président Franklin Roosevelt pour séparer les activités des banques de dépôt et celles des banques d'investissement.

Internet et «subprime»

2000 Mars. Chute des valeurs de la «nouvelle économie», liées aux secteurs de l'informatique et des télécommunications, à Wall Street (bulle Internet).

2001 Janvier. Une crise de la dette éclate en Argentine. Le FMI refusera, en décembre, d'allouer une aide d'urgence de 1,2 milliard de dollars (800 millions d'euros) à Buenos Aires. Le pays plongera dans une crise sans précédent.

12 septembre. Chute brutale des places financières après les attentats de la veille aux Etats-Unis. L'injection de liquidités par la Réserve fédérale et la Banque centrale européenne (BCE) ainsi qu'une baisse de leurs taux directeurs permet d'éviter une crise bancaire.

Décembre. Faillite de la société américaine de courtage en énergie Enron (64 milliards de dollars — 45 milliards d'euros — d'actifs) à la suite de malversations comptables. Près de sept mille employés seront licenciés.

2002 Juillet. Le géant des télécommunications WorldCom dépose le bilan. C'est la plus grosse banqueroute (frauduleuse) de l'histoire.

2005 Avril. Aux Etats-Unis, les sociétés de crédit obtiennent une réforme de la loi sur les faillites personnelles. Elle pénalise surtout les personnes au chômage ou confrontées à des dépenses médicales trop lourdes.

2007 8 février. La banque HSBC avertit que les impayés des crédits immobiliers à risque vont amputer son bénéfice annuel de 10,5 milliards de dollars. C'est le début de la crise des *subprime*.

2 avril. Le numéro deux américain du *subprime*, New Century, se déclare en faillite. Août. Effondrement du marché américain des crédits immobiliers à risque (*subprime*). Début de la crise financière.

9 août. Suspension de trois fonds BNP Paribas. La BCE injecte 95 milliards d'euros dans le circuit bancaire, et la Réserve fédérale américaine 24 milliards de dollars.

15 septembre. Le gouvernement britannique garantit, à hauteur de 60 milliards de livres (75 milliards d'euros), les dépôts de la banque Northern Rock, au bord de la faillite. Il annoncera sa nationalisation le 17 février suivant.

29 octobre. Démission de M.Stanley O'Neal, président-directeur général (PDG) de Merrill Lynch, après l'annonce d'une perte de 2,24 milliards de dollars. Le 4 novembre, c'est M.Charles Prince, PDG de Citigroup, qui en fait autant, suivi, le 8 janvier, de M.James Cayne, PDG de Bear Stearns.

2008 21 janvier. Les Bourses mondiales s'effondrent.

24 janvier. Les opérations spéculatives d'un courtier, M. Jérôme Kerviel, font perdre 4,9 milliards d'euros à la Société générale.

13 février. Le président George W. Bush signe le plan de relance de l'économie américaine. Il prévoit notamment près de 150 milliards de dollars (106 milliards d'euros) d'allègements fiscaux pour les particuliers et les entreprises.

16 mars. JP Morgan rachète, avec l'aide financière de la Réserve fédérale, la banque d'affaires Bear Stearns, dont les deux fonds spéculatifs (*hedge funds*) se sont écroulés au cours de l'été 2007.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

28 juillet. Le Congrès vote un plan de sauvetage de l'immobilier américain de 300 milliards de dollars destiné aux quatre cent mille propriétaires menacés de saisie.

La chute

7 septembre. Washington nationalise les deux principaux bailleurs de fonds en péril, Fannie Mae et Freddie Mac. Coût estimé : 200 milliards de dollars (142 milliards d'euros).

15 septembre. La banque d'affaires Lehman Brothers dépose le bilan, la Réserve fédérale refusant de la sauver. Bank of America acquiert Merrill Lynch.

16 septembre. Le gouvernement et la Réserve fédérale rachètent 79,9% du capital du numéro un mondial de l'assurance, AIG (American International Group), pour 85 milliards de dollars (60 milliards d'euros).

19 septembre. Pour contrer la menace d'un effondrement général des marchés financiers, le secrétaire d'Etat au Trésor, M. Henry Paulson, propose la reprise des « actifs toxiques » détenus par les banques. Coût estimé de l'opération : 700 milliards de dollars (497 milliards d'euros).

21 septembre. Goldman Sachs et Morgan Stanley abandonnent leur statut de banques d'affaires et se transforment en banques commerciales pour pouvoir bénéficier du plan de sauvetage.

23 septembre. « *Wall Street tel qu'on l'a connu cessera d'exister* », annonce... le *Wall Street Journal*.

26 septembre. La banque JPMorgan prend, avec l'aide des autorités fédérales, le contrôle de Washington Mutual, qui devient la plus grosse faillite bancaire de l'histoire américaine.

28 septembre. La banque britannique Bradford & Bingley est nationalisée.

29 septembre. La Chambre des représentants rejette le plan de sauvetage du système bancaire proposé par M. Paulson. Wall Street enregistre une chute historique.

30 septembre. Le gouvernement irlandais annonce qu'il garantira à 100% les dépôts effectués dans les établissements nationaux.

1er octobre. Le Sénat américain adopte le plan de sauvetage révisé, qui prévoit de porter à 250 000 dollars le plafond de la garantie accordée aux déposants en cas de faillite de leur banque, au lieu de 100 000 dollars dans la version précédente.

3 octobre. La Chambre des représentants adopte à son tour le plan de sauvetage bancaire massif de 700 milliards de dollars proposé par le Trésor.

4 octobre. A Paris, les quatre pays européens membres du G8 (France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni) s'engagent à coordonner leurs actions de sauvetage du système financier.

6 octobre. Les Bourses mondiales plongent. A Paris, l'indice CAC 40 connaît sa plus forte chute (— 9,04%) depuis sa création.

8 octobre. Sept grandes banques centrales dont la BCE baissent leurs taux pour endiguer la débandade des marchés financiers.

12 octobre. Les membres de la zone euro adoptent un plan d'aide massif au système financier.

14 octobre. Le Trésor américain annonce qu'il va entrer dans le capital des banques.

15 octobre. Craignant une récession mondiale, les Bourses chutent lourdement. Dans les semaines qui suivent, leur évolution sera marquée par une forte volatilité.

23 octobre. M. Alan Greenspan reconnaît devant une commission du Congrès s'être « trompé sur le plan idéologique » en croyant que les marchés financiers étaient capables de s'autoréguler.

29 octobre. La Réserve fédérale abaisse à 1% son taux directeur.

15 novembre. Un sommet mondial sur la crise doit réunir les pays du G20 près de Washington.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Conclusion

La crise de 2007- 2008 est de nature financière. D'épidémie de surendettement spéculatif dans l'idéologie d'une politique populiste de taux d'intérêts bas et de prospérité nostalgique, elle a muté en pandémie financière dans l'idéologie d'une économie créatrice de valeurs post-humanistes. C'est une disruption : aucun modèle économique n'est adapté à la gestion de sortie de cette crise. Les modèles qui ont fait tenir depuis 2008 le système sont tous de nature quantitativiste (financière) et interventionniste (post-libérale).

1.2 Crise économique mondiale

Définitions

Dictionnaire

Mondial est ce qui relatif à la terre entière, qui intéresse toute la terre.¹⁸

Etymologie

Latin :

mundus : l'univers ; la terre habitée ; le monde créé (Bible), le siècle (Nouveau Testament)

seculum : générations des hommes pris dans les affaires du monde (perspective du temps chronologique) par contraste avec le Royaume (perspective du Temps de la Fin — temps apocalyptique ou dévoilement du sens de toutes choses).

Grec :

αἰών : temps, durée de vie ; éternité ; génération, monde ; ce qui existe de toute éternité, entité divine.

Le sens de mots

Mondiale pour crise économique est un attribut au sens double :

sans limite nationale, ni frontière, ni séparation, ni protection, ni contrainte juridique, administrative ou statistique

courant au point que chacun et tous sont concernés dans la vie de tous les jours comme dans la construction du futur.

Le phénomène est mondial au sens de la *terre habitée, du monde créé et du siècle*.

Terre habitée, parce que le vivant tout entier et les ressources sans exception, y compris les déchets humains, entrent dans le processus, le conditionnent, l'autorisent, l'appauvrissent, l'enrichissent, le compromettent. C'est la *vie* qui est à la fois compromise dans son principe et sa diversité, et qui se retrouve offerte au libre-arbitre, à la conscience, à la capacité de discernement, de responsabilité et d'action engagée.

Monde créé, parce que ce principe de vie n'a pas été engagé sans qu'interviennent des dimensions hors de portée humaine : le temps, l'espace, l'énergie, le hasard évolutif, sans compter une dose déterminante de mystère. Une création hors de portée humaine et qui donc ne se répétera pas de son propre chef.

Monde du siècle, parce que ce sont les générations de tous les hommes pris dans les affaires du monde dans la perspective du temps chronologique au quotidien et dans leur futur qui sont en crise.

¹⁸ Cf., Petit Robert

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Cette mondialisation dans l'espace et dans le temps ouvre à la fois sur de nouvelles vulnérabilités et dépendances, et sur des solidarités et complémentarités inédites : les unes sont risques de désintégration, les autres sont opportunité de dépassement de l'égoïsme individuel ou identitaire vers l'intérêt supérieur et transcendant du *bien commun*.

Dans le choix du sens des mots, la distinction entre *économie* et *finance* est devenue indispensable. De même entre *finance* et *liquidités*.

Economie et finance

Jusqu'en 2008, la finance était encore au service de l'économie, bien que s'armant depuis les années 2000 avec le but de conquérir, avec ce qui va devenir sa justification propre, son indépendance.

La crise de 2007 - 2008 est de nature financière. Son origine vient d'un surdéveloppement de nature financière sans limite ou considération économiques (bien sûr ni considération éthique) : *subprime, hedging, futures* (ventes à terme), étranglement du crédit et crise de la liquidité bancaire, krach boursier. Risque de krach systémique, économique, politique, social, au plan du monde occidental, et du monde. Thérapie : le plan Paulson. Soit régle des Banques centrales, assouplissement quantitatif (injection de liquidités financières sans limitation), rachat d'actifs pourris (dégrèvement de l'endettement des banques, puis des entreprises), sauvetage sélectif des banques et de certaines entreprises, souveraineté internationale du dollar appliquée strictement et régime impérial du droit états-unien. Baisse de la fiscalité individuelle (incitation à la dépense), suivie d'investissements massifs dans les infrastructures (confiance et stimulation de la demande), enfin révision des lois prudentielles bancaires.

Soit un *interventionnisme* global, systématique, massif. Soit une stratégie : relance de l'inflation par la quantité monétaire et le taux d'intérêt, relance du crédit, de la demande, de l'investissement, de la croissance, de la confiance, de l'économie.

L'économie décérébrée à électroencéphalogramme plat est maintenue artificiellement en vie par l'alimentation déclarée sans limite de la *finance* transformée en *liquidités* mondialisées.

En attendant que l'économie, soit la croissance — son minimum pragmatique de 2.5 % pour que le chômage diminue —, avec l'inflation, repartent afin d'éviter la spirale descendante de la récession. Car la quantité de monnaie, selon le modèle classique néo-libéral entraîne l'inflation, une inflation salubre, puisqu'elle précède et incite à la dépense.

Résultat : la finance s'est développée comme un cancer métastatique, se nourrissant de l'économie et l'épuisant au lieu de la relancer, et sa mondialisation est devenue la norme. Aux banques d'affaires se sont ajoutés d'autres pôles financiers : les GAFAM, les fonds de pension, etc. La finance était en crise en 2007 - 2008 ; a suivi la crise de l'endettement ; suit actuellement la crise de l'économie et de la structure sociale.

Cette finance, composée de liquidités au sens que l'abondance, qui a créé la pérennité, l'autonomie et l'indépendance de son système propre, est déréglementée, libéralisée, privatisée, mondialisée, sans contrainte autre que la technologie et le profit. Ses vecteurs sont le dollar, la monnaie numérique, le *peer-to-peer*.

La finance, en devenant mondialisée, sans limite, ni frontière, ni contrainte, ni protection autres que technologique, est sortie de crise, en même temps que l'économie est entrée en crise, rompant avec la coopération internationale et dressant frontières sur frontières dans un repli sur soi, identitaire et protectionniste à cou terme : l'exemple de l'*America first*.

Paradoxe : plus l'économie se replie sur elle-même pour échapper à la dimension mondiale de la crise (comme pour se protéger d'une pandémie), plus la finance se radicalise et se mondialise, cassant progressivement les ressorts libéralisateurs de l'économie. L'économie s'alourdit de contradictions entre interventionnisme et libéralisme et la finance s'envole dans un monde virtuel sans contrainte, ni loi autre que le profit immédiat par l'alchimie de l'innovation accélérée et porteuse d'obsolescence systématique.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Finance et liquidités

La *finance* est l'instrument monétaire qui donne à l'économie les moyens de son déploiement. Elle peut se développer de manière à devenir une valeur économique alternative (un actif).

Les *liquidités* sont la masse monétaire mise à la disposition de l'économie en-dehors et au-delà des besoins de crédit des banques. Depuis 2008, les liquidités font l'objet d'une création monétaire qui, par le principe déclaré illimité de sa pléthore, a sauvé le système économique, en même temps qu'elle prenait son envol échappant à toute contrainte de gravité.

L'écriture comptable des liquidités n'a d'autre expression que l'écriture numérique, à défaut des écritures de bilan, de débit et de crédit. Le lien de ces liquidités avec l'économie demeurent, au sens qu'elles y recherchent et y trouvent pour le moment leur justification. Il existe cependant un point de non-retour à partir duquel la virtualité des liquidités prendra le pas sur la réalité de la finance et de l'économie. Ce moment-là sera celui de la chute du système économique et financier.

Témoignages convoqués pour le débat

La tradition culturelle identitaire judéo-chrétienne désigne l'homme comme responsable de la gestion de la ressource, en fait lui donnant l'illusion que lui est confié le rôle de créateur à la place du Créateur. A la condition du respect du bien commun, du respect d'autrui, de la responsabilité et de la liberté individuelles :

Le témoignage des Ecritures :

JESUS : «Je prie pour eux ; je ne prie pas sur le monde, mais pour ceux que tu m'as donnés : ils sont à toi, et tout ce qui est à moi est à toi, comme tout ce qui est à toi est à moi, et je t'ai été glorifié en eux.»¹⁹

Le mot *monde* désigne ici l'ensemble des hommes qui, enfermés dans leur suffisance, refusent Dieu, soit tous ceux dont l'action engagée se déroule au détriment du bien commun et de la liberté d'autrui ; la prière de Jésus ne peut concerner que ceux qui ont été pris du monde pour constituer la communauté des disciples de Jésus, soit tous ceux dont le libre-arbitre et l'engagement responsable se déploient dans le respect des ressources humaines, animales et matérielles.

Dans la mesure où les biens spirituels apportés par Jésus manifestent la réalité de sa communion avec le Père : la gloire véritable est la manifestation non de la puissance de la communauté, mais de la communion du Père et du Fils, à laquelle les disciples ont pris part et dont ils témoignent.

Le témoignage de l'économiste : KEMAL DERVIS, dans *la crise économique mondiale : enjeux et réformes* ²⁰ résume la situation de crise :

Cette crise économique se caractérise par une sévère chute de la demande privée, à la fois de la consommation et de l'investissement. L'intégration croissante des marchés financiers et le développement du commerce international ont eu par le passé un effet multiplicateur, qui a permis l'accroissement mondial de l'activité économique. Or ce mécanisme fonctionne dorénavant à rebours, et la chute de la demande se diffuse à travers le monde.

Nous sommes ainsi brusquement passés d'une période relativement longue de croissance mondiale, d'inflation maîtrisée et de relative stabilité des marchés financiers depuis le début du siècle, à un contexte d'extrême volatilité des prix, d'incertitude économique, d'insécurité économique et sociale et de perte de confiance.

¹⁹ TOB, Jn 17, 9 et notes de bas de page

²⁰ KEMAL Dervis, *la crise économique mondiale : enjeux et réformes*, Institut français des relations internationales « Politique étrangère », 2009/1 Printemps | pages 11 à 22

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

L'économie mondiale est sortie d'une période que l'on qualifiait souvent de « grande modération », pour entrer dans un temps de « grand trouble ».

L'une des principales d'entre elles, qui explique l'effet de surprise, est une certaine idéologie fondamentaliste de l'économie de marché qui a longtemps prévalu, faisant oublier les vulnérabilités et les faiblesses du système. Son présupposé est celui de l'autorégulation des marchés financiers.

Au cours des dernières années, les cadres et mécanismes de régulation financière ont été réduits, voire entièrement démantelés, et n'ont pas suivi des innovations de plus en plus risquées. Parallèlement, de nouveaux acteurs financiers (*hedge funds*, fonds du *private equity*, etc.) et des produits financiers toujours plus complexes (titrisation et crédit dérivatifs) se sont développés sans

contrôle, favorisant l'émergence d'un « système bancaire parallèle ». L'industrie financière s'est ainsi développée dans des proportions inconnues jusqu'alors.

En 2007, aux États-Unis, la part des profits de l'industrie financière s'élevait à près de 40 % de l'ensemble des profits des entreprises, alors que la valeur ajoutée de ce secteur représentait à peu près 10 % de la valeur ajoutée par toutes les entreprises du pays.

Le Pape François se présente décidément comme le héraut de la responsabilité globale en matière de gestion de la ressource universellement en crise :

De financière, économique, sociale, politique et mondiale, la crise est devenue globale. La transition écologique et la biodiversité intègrent la crise. Cependant, des symptômes d'un point de rupture semblent s'observer, à cause de la rapidité des changements et de la dégradation, qui se manifestent tant dans des catastrophes naturelles régionales que dans des crises sociales ou même financières, étant donné que les problèmes du monde ne peuvent pas être analysés ni s'expliquer de façon isolée.²¹

Le paradigme technocratique tend aussi à exercer son emprise sur l'économie et la politique. L'économie assume tout le développement technologique en fonction du profit, sans prêter attention à d'éventuelles conséquences négatives pour l'être humain. Les finances étouffent l'économie réelle. Les leçons de la crise financière mondiale n'ont pas été retenues, et on prend en compte les leçons de la détérioration de l'environnement avec beaucoup de lenteur.²²

La crise est avant tout selon lui de nature éthique.

La critique de l'anthropocentrisme dévié ne devrait pas non plus faire passer au second plan la valeur des relations entre les personnes. Si la crise écologique est l'éclosion ou une manifestation extérieure de la crise éthique, culturelle et spirituelle de la modernité, nous ne pouvons pas prétendre soigner notre relation à la nature et à l'environnement sans assainir toutes les relations fondamentales de l'être humain.²³

La crise globale ouvre la nécessité du Bien commun et du pragmatisme.

La gravité de la crise écologique exige que tous nous pensions au bien commun et avançons sur un chemin de dialogue qui demande patience, ascèse et générosité, nous souvenant toujours que « la réalité est supérieure à l'idée ».

La gravité de la crise écologique exige que tous nous pensions au bien commun et avançons sur un chemin de dialogue qui demande patience, ascèse et générosité, nous souvenant toujours que « la réalité est supérieure à l'idée ».²⁴

Conclusion

La crise n'est plus une crise au sens de notre définition qui lui prête un caractère imprévisible et provisoire. Elle est un nouvel état durable fait d'instabilité et de prévisibilité. On ne peut plus parler de crise aux plans

²¹ Pape François, dito no 61

²² Id., 109

²³ Id., 119

²⁴ Id., 143

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

économique et financier, et l'expression «état liquide» apparaît de plus en plus en vogue chez les économistes et autres chercheurs. Le problème est que «l'état liquide» s'est étendu depuis aux ordres sociétaux et politiques et à notre avis culturel aussi.

Un *trouble maker* comme par exemple le Président *Donald Trump* a compris depuis longtemps cette évolution et l'a même théorisée dans son livre sur la communication. Il évolue comme un poisson dans l'eau par le jeu constant de la redistribution des cartes. Sa politique du donnant - donnant est typique du nouvel ordre liquide et elle ne débouche sur rien de stable, ou de durable mais tire profit de l'instant présent.

En finance, qui se présente toujours comme le reflet caricatural mais significatif de la société, en particulier de ses crises, on parle de *volatilité*. Une forme d'ultra-liquidité que la finance crée et dont elle sait tirer profit.

En économie, on parle de *stagnation*, qui est l'effet automatique de la vampirisation exercée par la finance. C'est en sociologie qu'on conceptualise et cherche à modéliser l'«état liquide». Il s'agit bel et bien d'un état chaotique entretenu et instrumentalisé — à défaut d'être voulu ou contrôlé — par un nombre de plus en plus restreint d'individus regroupant en leur sein l'essentiel des ressources et des capacités de gestion du temps et de l'espace et, partant, des motivations matérielles d'une humanité nouvelle. Une humanité mise en demeure de s'adapter au nouvel «état liquide» du monde ultra-libéral.

L'objectif de cette humanité nouvelle, cependant dépasse l'horizon matériel. Il est de nature idéologique et tend à concentrer en son pouvoir l'essentiel des ressources et de l'innovation, de manière à retirer aux autres toute liberté sur les deux vecteurs de temps et de l'espace. Il s'agit bel et bien d'une prise de pouvoir. L'objectif est donc par nature universel et totalitaire. Il se traduit par l'instrumentalisation et la prise de pouvoir sur l'homme au prétexte de la prétendue amélioration de sa condition génétique et donc de sa nature.

La stratégie consiste à garder la maîtrise du temps par l'incessante accélération de l'innovation technologique et l'obsolescence systématique.

La tactique tient dans la maîtrise de la communication également accélérée. Le but tactique est de transformer la vérité en propagande.

Les moyens utilisés sont les liquidités financières. Cette arme est absolue : elle atteint sa cible dans quelque configuration que ce soit et seuls quelques oligarques la possèdent. La crise est devenue condition et instrument du pouvoir. La crise est l'instrument du pouvoir. Ce combat est une lutte pour la vie, jusqu'à la mort de la mort, sans limitation théorique.

C'est une guerre mondiale qui fait passer la transition écologique et la biodiversité à l'arrière-plan des priorités. Ou qui, au contraire l'instrumentalisera comme elle a déjà instrumentalisé l'économie et le politique. Les conséquences possibles sont la mise en cause de l'ordre culturel, éthique et social. L'homme est atteint dans sa liberté et dans sa dignité.

La perspective est celle de la fuite en avant : la finance techno-communicationnelle agit sur les deux vecteurs du temps et de l'espace. Le vecteur temps : elle le réduit à la limite du zéro avec l'illusion de le maîtriser, jusqu'au futur, jusqu'à la finitude, jusqu'au destin. Le risque disparaît avec l'aléa du futur. Le vecteur espace : elle le développe à l'extrême en le dévouant à sa propriété et à sa loi.

Le paradoxe tient dans le fait que jamais l'humanité n'a détenu à portée immédiate autant de moyens pour gérer la crise globale. Restons confiants : ne dit-on pas que le paradoxe est l'enseignement de tous les enseignements, celui qui éclaire un chemin nouveau quand tous les horizons de la sagesse apparaissent fermés ?

1.3 Signes, signes avant-coureurs, anticipations

Signes endogènes. Signes exogènes

Signes en matière financière, économique, sociologique, politiques, sanitaires (coronavirus) : liens horizontaux, verticaux (anticipations)

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Le rapport au modèle choisi

sous l'angle de la finance et de l'économie : avant 2008, depuis 2008, avant coronavirus, après coronavirus

présence et sens ; traçabilité et interprétation

Signes avant-coureurs et anticipations

Les anticipations en économie, en finance

Crise, signes-avant-coureurs, anticipation, disruption

1.4 Ecologie, économie, «*éconologie*». Maison ; norme ; un zeste de transcendance

Définitions

Dictionnaire

écologie

étude des milieux où vivent d'êtres vivants ainsi que du rapport de ces êtres entre eux et avec le milieu

Mouvement visant à un meilleur équilibre naturel entre l'homme et son environnement naturel et la protection de celui-ci. Courant politique défendant ce mouvement.

économie

Art de bien administrer une maison,

Activité, vie régime, système économique, ensemble de faits relatifs à la production, à la distribution, à la consommation des richesses dans une collectivité

«*éconologie*»²⁵ :

L'économie écologique, néologisme issu de la contraction des termes écologie et économie qui désigne un ensemble d'activités à la fois rentables économiquement et soucieuses de l'environnement. On retrouve également le terme d'écologie pour désigner cette idée.

C'est un mouvement né à la fin du xx^e siècle qui vise à limiter au maximum la consommation d'énergies non renouvelables tout en excluant la dématérialisation de l'économie.

transcendance :

Qui dépasse en étant supérieur, ou d'un autre ordre, se situe au-delà de

Etymologie

Grec

οἶκος, maison, habitation, train de maison, biens propriété, avoir

νόμος, opinion générale, maxime, coutume, loi (règle impérative exprimant un idéal, une norme, une éthique,

²⁵ Wikipedia

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

νόμος καὶ δική, la loi et le droit (Platon)

οἰκονομία, direction d'une maison, administration, organisation, ordonnance, distribution

λόγος, parole, récit, faculté de raisonner ; raison, intelligence, bon sens ; fondement, motif ; exercice de la raison, jugement, opinion ; relation, proportion, analogie ; compte-rendu, justification, explication ; raison divine, le Verbe

Le sens des mots et les témoignages convoqués en débat**Ecologie**

L'économie écologique se définit ainsi simplement comme l'étude conjointe des systèmes naturels et des systèmes humains qui vise dépasser à la fois l'économie de l'environnement et l'écologie entendue au sens restreint comme science du monde naturel. [...]. L'économie écologique fusionne l'écologie et l'économie afin de d'évaluer la capacité des écosystèmes à naturels à soutenir les systèmes économiques.²⁶

Le salut par la technique fait partie des présupposés du concept de «développement durable». Il constitue donc la vérité d'évidence des diverses rencontres internationales consacrées à l'avenir de la planète et aux générations futures, depuis le Sommet de la terre qui s'est tenu à Rio en 1992 jusqu'à la COP 21 qui a eu lieu à Paris en 2015. Un tel dogme est insoupçonnable, car il relève en réalité de l'impensé et du sacré.²⁷

Le XXIème siècle sera religieux et, de ce fait il ne sera pas.²⁸

Loi de GABOR, ou loi fondamentale de la société technicienne : «Tout ce qui peut techniquement être réalisé le sera nécessairement.²⁹»

Critique d'ELLUL :

Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini.³⁰

Et pourtant, les chrétiens sont devenus les plus conformistes des hommes. Leur responsabilité est engagée dans le déferlement technologique, et donc dans le saccage de la planète. Jacques Ellul convoquera le paradigme de la «subversion du christianisme» : le chrétien a reçu en héritage la liberté au prix de la conversion. Or, il n'a retenu que le premier terme : il a assumé la mission de «dominer la terre³¹», en oubliant d'y voir la création de Dieu.³²

Ecologie intégrale

La crise écologique est d'abord un problème moral :

La gravité de la situation écologique révèle la profondeur de la crise morale de l'homme.³³

La norme fondamentale que doit respecter un juste progrès économique, industriel et scientifique, c'est le respect de la vie, et, en premier lieu, la dignité de la personne humaine.³⁴

²⁶ ELOI Laurent, LE CACHEUX Jacques, *Economie de l'environnement et économie écologique, Les nouveaux chemins de la prospérité*, Paris, Armand Collin (2ème Ed.) 2015, p. 22

²⁷ BARDE Jean-Philippe (sous la direct.) *Crise écologique et sauvegarde de la Création, une approche protestante*, France, Editions Première Partie, 2017, p. 97

²⁸ ELLUL Jacques, *La foi au prix du doute : «encore quarante jours»*, Paris, La Table Ronde (1980), 2006, p. 166 in BARDE, p. 109

²⁹ Prix Nobel de physique 1971 :

³⁰ BARDE, dito, p. 113

³¹ Gn 1,28

³² BARDE, dito, p. 118

³³ Jean-Paul II, 23ème message pour la journée mondiale de la paix in DU CREST Arnaud, LAÎNÉ Loïc *Chroniques d'écologie intégrale* Paris, Parole et Silence, 2019 p. 27

³⁴ Dito. in id. p. 28

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

La première structure fondamentale pour une "écologie humaine" est la famille.³⁵

Quand l'écologie humaine est respectée dans la société, l'écologie proprement dite en tire aussi avantage.³⁶

Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral, c'est-à-dire promouvoir l'homme et tout l'homme.³⁷

Pour parler d'un authentique développement, il faut d'assurer qu'une amélioration intégrale dans la qualité de la vie humaine se réalise.³⁸

Aujourd'hui l'analyse des problèmes environnementaux est inséparable de l'analyse des contextes humains, de travail, familiaux, urbains, et de la relation de chaque personne avec elle-même qui génère une façon déterminée d'entrer en rapport avec les autres et avec l'environnement. [...] Il y a une interaction entre les écosystèmes et entre les divers mondes de référence sociale. Il s'avère que le tout est supérieur à la partie.³⁹

Economie**Définition idéaliste**

L'économie est le bon sens — autant que la sagesse — nécessaires à la gestion de l'échelle des besoins de l'espèce dans le respect, la dignité et l'amour. L'économie est éthique, ou elle n'est pas. Cette définition de l'économie correspond à une pratique courante mais qui s'ignore. Elle ne correspond pas à celle qui est normalement usitée.

Définitions usitées (l'économie selon le modèle libéral)

Dans le paradigme du marché concurrentiel les agents économiques n'ont pas d'influence à titre individuel sur les prix de l'échange, mais ils ont une connaissance parfaite des prix et de la qualité des produits et services. Ils adoptent un comportement parfaitement rationnel et libre en fonction de ce qui leur est le plus utile dans l'instant, ou dans l'avenir selon leurs anticipations rationnelles sur ce qui va se passer pour tout événement futur.

Sous cette condition strictement utilitariste du comportement des acteurs économiques, l'offre et la demande s'équilibrent sur le marché. On parle d'«équilibre général des marchés». Les marchés sont donc efficaces en soi ou par eux-mêmes selon le modèle de l'économie libérale ou de marché, et cette loi est naturelle et universelle. Libérer les agents économiques dans le cadre du modèle libéral, c'est forcément aller dans le sens de l'intérêt général et, avec une croissance légèrement inflationniste, vers la prospérité.

En conclusion, l'économie libérale selon le modèle éponyme, est l'expression d'une vérité absolue qui est celle de l'équilibre de l'offre et de la demande au juste prix, à condition que l'agent économique soit individuel, libre, responsable, entreprenant, innovateur, concurrentiel, en d'autres termes utilitariste absolument.

Définition scientifique :

L'économie, dans son acception usitée, est sciences économiques. La démarche officielle qu'elle suit en effet est scientifique, comme le définit avec simplicité Jean Tirole, prix Nobel d'économie :

³⁵ Dito. in id. p. 29

³⁶ Benoît XVI, *Caritas in Veritate* no 51 in id.

³⁷ Paul VI, *Populorum Progressio*, no 14, in id. p. 32

³⁸ François, *Laudato Si*, no 147, in id.

³⁹ Dito no 115, in id. p. 33

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

les hypothèses sont clairement explicitées, la rendant ainsi vulnérables à la critique. Les conclusions et leur domaine de validité sont alors obtenus par un raisonnement logique, conformément à la méthode déductive. Ces conclusions sont enfin testées grâce à l'outil statistique.

L'économie n'est pas une science exacte au sens où ses prédictions n'ont pas, et de loin la précision, par exemple, des modalités de la mécanique céleste.⁴⁰

Les limites de la nature scientifique de l'économie tiennent dans la combinaison des critères suivants : manque de données, incertitude dite *stratégique* du comportement individuel et réciproque, approche statistique et donc limitée dans ses hypothèses et dans le temps, nature sociologique de l'économie, comportement humain.

«éconologie».⁴¹

L'éconologue informe de l'existence de solutions à la fois économiques, écologiques et socialement souhaitables afin d'apporter des améliorations aux systèmes socio-économiques, aux constructions existantes, en rénovation, ou au stade de projet. Il s'adresse au grand public, aux architectes, constructeurs, entrepreneurs, installateurs, gestionnaires ou à toute autre instance souhaitant être informée des pratiques écologiques et économiques à mettre en place. Son but est de montrer « qu'il est plus économique de produire de manière écologique », pour reprendre les termes d'Emmanuel Druon, entrepreneur à la tête de l'entreprise Pocheco et pionnier de cette idée.

René Dubos a publié certains textes sur le fondement de l'économie écologique, en particulier son ouvrage posthume *Les Célébrations de la vie* (1982). Ce chercheur et savant français, naturalisé américain, adepte du juste milieu et conférencier réputé³ est l'inventeur de la phrase « Think Global, Act Local », reprise et déclinée par les écologistes du monde entier et leurs émules.

Pour cela, elle favorise les recherches de toutes autres solutions moins énergivores et plus respectueuses de l'environnement. Le concept est repris par des bureaux d'études et des promoteurs immobiliers pour promouvoir leurs prestations à finalités écologiques, économiques et sociales à destination, par exemple, des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite⁴.

L'Association de formation professionnelle des adultes a lancé un premier chantier pilote de rénovation éconologique par et pour les futurs professionnels du bâtiment, sous le nom de « Maison E », « E » pour éconologique⁵. La fédération française des Agences locales de l'énergie, FLAME, a lancé le projet « Econ'home », un plan pilote d'économies d'énergie destiné aux particuliers désireux de réduire leur consommation. L'objectif est d'établir un diagnostic des dépenses énergétiques des foyers et leur proposer des solutions afin de les diminuer.

Transcendance

Quand on se demande si la relation entre Dieu et le monde doit s'exprimer en termes d'immanence ou de transcendance, on répond habituellement : « aussi bien l'un que l'autre ». [...] Dieu se trouve dans et au-dessus du monde, ou l'un et l'autre à la fois. [...] Le symbole spatial renvoie à une relation qualitative : parce qu'il en est le fondement créateur permanent, Dieu est immanent au monde et il le transcende par la liberté.⁴²

Affirmer l'existence de Dieu est aussi athée que la nier. Dieu est l'être-même, non un être.⁴³

1.5 Grands équilibres, lois naturelles : une sociologie qui s'ignore ou la prose de Mr Jourdain

Avant le coronavirus

L'embellie économique annoncée en 2019 a fait long feu :

croissance mondiale 3.3 % après 3.6 % en 2018 (3.1 % actuellement)

normalisation des politiques monétaires (FED, BCE, BNS) interrompue

⁴⁰ TIROLE Jean, *Economie du bien commun*, Paris, PUF, 2016, p. 128

⁴¹ Cf., WIKIPEDIA

⁴² TILLICH Paul, *théologie systématique II : Introduction, deuxième partie : l'être et Dieu*, Labor & Fides (trad. 1951), 2003, p. 145 -156

⁴³ Dito, p. 111

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

pas de relance budgétaire concrétisée

décoordination internationale aggravée (affrontement)

urgence climatique instrumentalisée (tétanisation)

fiscalité et marché des droit à polluer contestés

reconfiguration du commerce et de la puissance économique mondiale et retournement des avantages comparatifs

multilatéralisme claudicant

mondialisation controversée

ignorance des notions de bien commun et de subsidiarité

désynchronisation des horizons financiers, économiques, politiques, sociologiques, spirituels, religieux

virtualisation des vecteurs espace et temps, perte de la notion de risque, de finitude, de la vie, de la personne humaine, de son identité, de sa dimension

Instabilité en lieu et place des *Grand équilibres libéraux*, pressés par la dynamique cyclique auto-renforcée du système financier sous la dictature de la liquidité

vulnérabilité du crédit aggravée en Chine, Etats-Unis, zone euro

normalisation du non-conventionnel : fin du modèle ou langage de Mr. Jourdain ?

Avec le coronavirus

crise ou disruption ?

les retours :

vecteurs espace et temps

identité, nationalisme

risques

crédit

point de PIB : vérité ou instrumentalisation ? Les deux : 0,2 à 1.0 %

coopération supranationale, conflit généralisé ?

toutes les cartes sont rebattues. Au profit de qui, de quoi ? mondialisation ou universalisme : visions américaine, chinoise, russe, islamiste ? Modèles libéral, post, ultra-libéral ?

facteurs exogènes, endogènes, limites du modèle

devenir du modèle économique facilitation quantitative, qualitative, néo-keynésianisme ?

crise financière, économique, sociale, politique ? de panique, objective ?

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

1.6 Conclusion : une sociologie qui s'ignore ou la prose de Mr Jourdain

Economie et modèle économique : science-savoir, science exacte, sociologie, sagesse, bon sens ?

Equations :

Croissance $f(\text{futur ; risque ; précaution, éthique}) = \text{prospérité } f(\text{égalité ; redistribution})$

Prospérité = (conditions de survie) + $\Sigma \Delta$ (projets de société)ⁿ

Pourquoi la crise met-elle une limite absolue au modèle économique ?

Quelles sont les limites au modèle économique ? Sont-elles relatives ou absolues ? Ingérables ou maîtrisables ? Par quels moyens ?

Le problème de l'éthique. Mais de quelle éthique ?

De quel rapport au monde s'agit-il ?

Et nous, où nous situer dans ce rapport ? Mr. Jourdain, Molière ou Louis XIV ?

De la crise vient la solution

Greta Thunberg, Monsieur Jourdain et le coronavirus

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?**2 REALITE : SIGNES AVANT-COUREURS ET CRISE ECONOMIQUE MONDIALE****2.1 Fin de cycle : résilience naturelle ou réalité nouvelle ?****Avant le coronavirus**

Révisions de croissance constamment revues à la baisse pour 2019 (3.3 %, après 3.6 % et 3.8 % en 2018, 4 % en 2017) et pour 2020 jusqu'à mi-janvier 2.5 %.

L'inquiétant trou d'air de l'économie mondiale, sur fond de tensions commerciales, une économie mondiale sommée de se réinventer, la Chine est entrée dans une phase de ralentissement structurel (5.8 % au lieu de 6.1 %), Relance budgétaire, l'Allemagne suivra-t-elle l'exemple néerlandais ?

Rebond modéré prévu en 2020, état prometteur du bénéfice des entreprises, inflation et taux d'intérêt encore bas, rendement toujours en augmentation, risques et incertitudes exacerbés par les tensions commerciales, commerce international qui marque le pas, prix des matières premières volatiles

Ce sont à la fois les cadres de pensée et les schémas institutionnels de la mondialisation qui chancellent, sans que de nouveaux ne se dessinent encore clairement.⁴⁴

La phase supposée exceptionnelle de réponse à la crise pourrait devenir une nouvelle norme⁴⁵.

Ancrage des anticipations à un niveau faible, perte de pouvoir de négociation des salariés, concurrence internationale plus intense, vieillissement de la population qui préfère l'épargne plutôt que la consommation, niveau élevé d'endettement individuel.

Halo d'inactivité de plus en plus développé en marge du chômage.

Affaiblissement durable de l'inflation (nominale), surabondance de l'épargne, accumulation des réserves en devises, ralentissement des gains de productivité, baisse du prix des investissements, hausse des inégalités, pénurie d'actifs sûrs.

Dettes mondiales 225 % du PIB mondial en 2017, croissance de crédit plus rapide que celle du PIB (Chine aussi !), impossibilité de rembourser, crise financière de grande envergure probable, débats éclatés sur le partage des rôles entre politiques monétaires et budgétaires, incohérences sur la transition climatique.

Coordination internationale en lambeaux :⁴⁶

Etats-Unis tournent le dos au multilatéralisme

cartes du commerce international rebattues

mondialisation de plus en plus controversée

et l'OMC dans tout cela ?

Avec le coronavirus**Avant le coronavirus**

⁴⁴ CEPII, *l'économie mondiale 2020*, Paris, La Découverte, 2019, p. 8

⁴⁵ Dito, p. 19

⁴⁶ Cf., Dito, p. 26 - 34

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Révisions de croissance revues à la baisse pour 2020 (1.9 % en début mars contre 2.5 % mi-janvier, après: 3.3 % en 2019, 3.8 % en 2018, 4 % en 2017)

Paralysie du commerce mondiale, mise en cause de la mondialisation, replis nationalistes inévitables, fin de la politique Trump et conséquences sur les marchés, sur les USA, la Chine a le temps, l'Occident n'a pas le temps, une occasion unique pour fédérer l'UE, problèmes d'isolement pour la Suisse, plan de soutien à l'économie indispensable via le CF, premier rempart du chômage partiel, le trou d'air de l'économie mondiale devient un vide temporaire dont l'avantage sera le retour au principe régalien ; l'inévitable rattrapage sera très différent dans ses conséquences selon que le détricotage de la mondialisation aura commencé ou non.

Rebond modéré prévu en 2020, état prometteur du bénéfice des entreprises, inflation et taux d'intérêt encore bas, rendement toujours en augmentation, risques et incertitudes exacerbés par les tensions commerciales, commerce international qui marque le pas, prix des matières premières volatiles : tout est remis en question.

Coordination internationale en lambeaux :⁴⁷

Une occasion en or de la reprendre sur de nouvelles bases plus réalistes et égalitaires.
La coopération scientifique autour du coronavirus est un signe très important.

2.2 Ralentissement de la croissance : des perspectives quantitatives ou qualitatives ?

La problématique d'une myopie ou la culture financière qui se veut et se proclame scientifique, mais qui est avant tout thérapie artificielle et non pas prévention ni thérapie de reconstruction.

2.3 Crise, récession, dépression, déflation, stagflation : *terra cognita*, rappels⁴⁸***Crise économique***

dégradation brutale de la situation et des perspectives économiques d'un pays ou d'une zone économique.

Caractéristiques :

absence d'anticipation et immédiateté, ou au contraire anticipation et instrumentalisation (marchés financiers à propos de la Grèce en 2008),

réurrence périodique s'agissant d'un seul secteur donné et pendant un temps limité,

systémique (rare), met en danger le système (crise de 2008) financier et économique d'un pays, d'une zone économique, ou davantage et pendant plusieurs années (récession économique ou, plus grave, dépression),

baisse du PIB et/ou des valeurs boursières, accroissement du nombre de faillites d'entreprises et augmentation du chômage, et tensions sociales.

Récession

Ralentissement du rythme de la croissance (phénomène inverse : expansion économique).

Institut National de Statistiques et d'Etudes Economiques (INSEE) : repli du PIB pendant au moins deux trimestres consécutifs.

Etats-Unis : " baisse significative répandue dans l'ensemble de l'économie qui dure plus que quelques mois et qui affecte à la fois le PIB, les revenus, la production industrielle, l'emploi et le commerce de gros et de détail".

⁴⁷ Cf., Dito, p. 26 - 34

⁴⁸ Extrait polyc du cours à C3 d'automne 2018

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Certains confondent parfois avec le terme de dépression économique, qui désignerait une chute importante et durable de l'activité.

OCDE : période d'au moins deux ans pendant laquelle l'écart de production cumulé atteint au moins 2 % de Produit intérieur brut (PIB) et la production devient inférieure d'au moins 1 % à la production potentielle durant une année au moins⁵.

Dépression

crise grave, caractérisée par :

diminution importante et durable de la production et de la consommation, inflation-déflation, endettement, faillites,

augmentation de licenciements et du chômage,

L'exemple le plus connu est la Grande Dépression des années 30, qui a touché tous les pays occidentaux, et a été particulièrement sévère aux États-Unis.

Coronavirus :

Premier diagnostic ou diagnostic d'urgence : est-ce possible ? Est-ce nécessaire ? Quelle responsabilité ? Politique, médical, économique : qui fait quoi ?

2.4 Collapsologie, complotisme, le syndrome de l'effondrement, millénarismes : curiosités du temps

Collapsologie

Un article de journal phare : Le Temps, Valère Gogniat 1 mars 2019

Sophie Swaton: «La planète arrive à un point de rupture», résumé :

Difficile de donner tort à ceux qui nous prédisent «l'effondrement globalisé», selon la philosophe et économiste à l'Université de Lausanne. Plusieurs limites de notre planète ont été dépassées et la situation en Suisse pourrait se détériorer ces prochaines années déjà.

Comment cohabiter avec cette ambiance de déclin?

Manifestations citoyennes. Rapports alarmistes. Initiatives privées ou publiques. Déclics personnels. Ces derniers mois, le sentiment d'urgence face au réchauffement climatique s'intensifie. Le 15 mars prochain, une manifestation est d'ailleurs prévue en Suisse comme dans le reste du monde pour appeler à une prise de conscience générale sur cette problématique.

Mais, à en croire certains, le climat ne serait qu'un problème parmi d'autres. En France notamment, le discours des «collapsologues», apôtres d'un chaos imminent, a toujours plus d'écho. Troisième guerre mondiale, déforestation, pic pétrolier, crises migratoires, assèchement des terres... Selon eux, «l'effondrement général» de notre civilisation devrait survenir d'ici à 2025 et transformer radicalement l'Europe (et la Suisse).

Sophie Swaton, philosophe devenue économiste, maître d'enseignement à l'Université de Lausanne, connaît bien ce courant de la collapsologie, «très à la mode». Et, aussi dramatique soit-il, elle a de la peine à lui donner tort.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Le Temps: Est-ce que l'état de la planète est aussi angoissant que le prétendent les plus sombres prédicateurs de «l'effondrement»?

Sophie Swaton: C'est bien sûr commode de croire à un complot de bobos-écologues-communistes-socialistes. Mais les faits sont têtus. Regardez les travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les rapports sur la biodiversité, le réchauffement des océans, l'évolution du nombre de poissons, la déforestation... Quand on se penche sur ces graphiques, il est impossible de nier que la planète en arrive à un point de saturation, de rupture. Les «collapsologues» parlent «d'effondrement», mais l'idée est la même. Pour éviter cela, l'heure est aux décisions radicales.

La Suisse va-t-elle vraiment manquer d'eau potable et d'électricité d'ici à 2025 ou 2030? N'est-ce pas exagéré?

La Suisse sera bien évidemment moins frappée que d'autres régions du monde. Mais, si l'on continue sur la lancée actuelle, je pense raisonnable d'affirmer qu'on devra, ici aussi, composer avec des problèmes d'approvisionnement en nourriture. Selon les régions du pays, il y aura de fortes canicules l'été, à près de 50 degrés. Il y aura une importante pression sur les coûts de la santé car elle se dégradera dans toutes les strates de la population. Il y aura davantage de fonte de glaciers et des pans entiers de notre économie auront disparu. Et surtout, il faudra faire face à une forte pression migratoire pour accueillir des réfugiés climatiques en abondance.

Que répondre à ceux qui affirment que les nouvelles technologies apporteront, comme elles l'ont toujours fait dans notre histoire, les bonnes solutions?

Il faut regarder ce qui se passe avec le pétrole. Celui que l'on utilise aujourd'hui n'est plus du brut conventionnel car il est récupéré grâce à la fracturation hydraulique. Ces nouvelles technologies sont techniquement géniales mais aussi très gourmandes en énergie. A l'époque, il fallait l'énergie d'un baril pour en extraire cent. Aujourd'hui, avec l'énergie d'un baril, on n'en extrait plus que quinze. Et d'ici à vingt ans, il faudra trouver une nouvelle alternative au pétrole non conventionnel car il n'y en aura plus. La question, mathématique, est très simple: on dépense toujours davantage d'énergie pour en trouver toujours moins. Le concept du EROI (retour sur investissement énergétique) va nous forcer à revoir notre manière de consommer. La croissance mondiale, qui dépend à 80% des énergies fossiles, est structurée sur l'imaginaire que nos réserves sont inépuisables. C'est bien sûr faux. La question cruciale est donc: comment réallouer les ressources énergétiques qui nous restent pour effectuer cette transition? Car si l'on ne mise que sur les technologies en conservant le même modèle, les ressources vont fatalement s'épuiser.

Je crois qu'il est capital de faire comprendre à nos enfants que le monde que nous connaissons aujourd'hui ne sera plus le même demain.

Le nucléaire, le charbon, le photovoltaïque, l'éolien, le gaz... Tout cela peut remplacer le pétrole!

Bien sûr, mais l'exemple que je donne avec le pétrole est le même pour toutes ces énergies. Que deviennent les déchets radioactifs utilisés dans les centrales nucléaires? Comment gérer l'impact du charbon sur le climat? Et d'où proviennent les métaux semi-précieux que l'on utilise pour les panneaux photovoltaïques? Il y aura toujours un impact sur l'environnement. Il faut arrêter de séparer les problématiques énergétiques, économiques et écologiques. Ces trois domaines sont intimement liés. Ce d'autant que d'autres ressources sont menacées. L'eau, que l'on consomme notamment pour produire du coton ou des céréales, pourrait manquer d'ici au milieu du siècle. Idem pour le sable.

Selon vous, quels sont les problèmes les plus critiques?

La déforestation en Amazonie ou en Asie me fait extrêmement peur. Comme la perte de la biodiversité et l'acidification des océans. Mais le plus inquiétant concerne l'explosion démographique. On va passer à 9 milliards d'individus en 2050, c'est beaucoup trop.

Vous avez combien d'enfants?

Trois. Oui, je sais que c'est trop. J'ai eu un déclin tardif. De toute façon, j'ai horreur de cette approche qui consiste à culpabiliser les gens. Nous devons aussi apprendre à vivre avec nos propres contradictions tout en

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

les remettant en question.

Comment la philosophe que vous êtes éduque ses enfants dans ce contexte?

C'est une question que je me pose tous les jours. C'est difficile d'arbitrer entre notre rôle de parents qui est de rassurer et d'être positif... tout en leur disant la vérité sur ce qu'il se passe. Je ressens une double culpabilité: d'abord de leur laisser une planète en si mauvais état et ensuite de leur voler une part de leur insouciance. C'est difficile aussi d'expliquer que l'on refuse à notre adolescent un voyage de classe en Italie à cause de l'avion. Mais je crois qu'il est capital de leur faire comprendre que le monde que nous connaissons aujourd'hui ne sera plus le même demain.

Et comment réagissent vos étudiants lorsque vous leur décrivez cette situation?

Ils sont atterrés. Certains, déprimés. Ils me demandent pourquoi ils ne le réalisent que maintenant. Ma réponse: les médias comme les rapports officiels tentent toujours de présenter le bon côté de la médaille pour éviter d'être taxés de cassandres. Il y a eu dans les années passées un gros problème dans l'information, dans la vulgarisation et donc dans l'action.

Est-ce que cette façon dramatique de présenter la situation est nécessaire pour générer le déclic entraînant les «décisions radicales» citées plus haut?

Les chercheurs se demandent depuis un moment comment faire pour donner la pleine mesure de ce désastre qui s'annonce. Le cerveau de l'homo sapiens est ainsi fait que, tant que l'on ne voit pas le danger en face, on ne réagit pas. Donc, ma réponse est oui. Et c'est d'ailleurs – si l'on peut dire – les bons côtés des drames climatiques de ces derniers temps: plus personne ne peut nier le problème. Les gens le sentent dans leur corps. Ce mois de février particulièrement chaud laisse par exemple un sentiment de malaise chez beaucoup d'entre nous.

Un constat comme celui-ci ne peut qu'entraîner de profondes angoisses... Comment vivre avec?

Il ne faut pas que ça soit un tabou. Je crois qu'il faut en parler autour de nous sans culpabiliser les gens. Mais je vois monter par exemple ces «conversations carbone», des groupes de personnes qui dialoguent sur cette thématique ensemble, ce qui permet d'atténuer le choc de cette prise de conscience. Il faut aussi s'interroger chacun de son côté, sur son alimentation, sa consommation d'énergie, sa mobilité, son habillement... A-t-on vraiment besoin de cette voiture, de cette perceuse électrique et de tous ces nouveaux vêtements? Ou préfère-t-on que nos enfants vivent bien? Les personnes les plus attachées aux biens matériels sont celles qui souffrent le plus de l'angoisse de la mort.

Quelles sont les solutions? Faut-il agir seul dans son coin?

Rester seul, c'est trop dur. Notre société ne mise que sur l'individu et l'on a perdu le sentiment du clan, de la famille. C'est une erreur. Sans tomber dans les communautés babas cool des années 1960, demandons-nous comment renouer avec nos voisins, concevoir des réseaux de coopération. Ce sera le grand débat du XXI^e siècle: comment réimaginer vivre ensemble avec un stock limité de ressources. En termes de consommation, il faut miser sur les circuits courts, se réapproprier la chaîne de production des aliments. Je suis d'ailleurs contre le caillassage des bouchers; s'ils traitent bien les animaux c'est justement sur eux que l'on doit compter pour manger encore un peu de viande demain.

Que vous inspirent les manifestations de ce début 2019?

Les jeunes réalisent mieux le problème que nous. Même si les week-ends à Barcelone avec EasyJet restent un modèle. En même temps, il y a énormément d'initiatives que l'on ne taxe plus de renouveau de 1968, des documentaires comme *Demain* n'ont jamais eu autant de succès... Je sens monter un mouvement citoyen, un vrai ras-le-bol des gens. Ce sont des bons signes. Les codes changent. Dans toutes les professions, le climat devient une thématique. Certains avocats défendent désormais l'environnement, des médecins cherchent comment soigner la Terre... Tous les métiers repensent actuellement leur rapport à l'écologie. Ça m'inspire de l'espoir. Nous devons bien sûr changer, mais nous avons une mince fenêtre de tir pour transiter intelligemment et éviter une terrible catastrophe.

Quelle pourrait être la traduction politique de ces mouvements?

C'est une vraie question, car il ne faut pas tomber dans le «fascisme vert» qui porterait atteinte à nos

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

libertés fondamentales. Je pense qu'il ne faut pas seulement interdire, mais imaginer des taxes, évolutives selon les portefeuilles. Car ce sont les plus riches – j'en fais partie – qui consomment le plus. En revanche, il faut faire très attention à ne pas pénaliser les classes plus modestes, car, sinon, on aboutit à la crise des «gilets jaunes» en France. En Suisse, le signal politique est encore inexistant. Regardez l'échec de la taxe carbone au parlement...

Avec la découverte des continents et l'accès aux ressources, on est entré dans une autre conception de la richesse: ce n'est plus voter ou délibérer mais accumuler.

Certains affirment que cette quête perpétuelle de la croissance et du «toujours plus» est un moyen d'oublier notre angoisse existentielle de la mort. De fait, trouver une alternative à ce modèle sera très difficile. Qu'en dites-vous?

C'est tout à fait juste. Le «toujours plus» répond à notre peur de ce monde fini. Les études l'illustrent bien: les personnes les plus attachées aux biens matériels, qui accumulent les produits de luxe, sont celles qui souffrent le plus de l'angoisse de la mort. Ceux qui vivent sereinement l'idée de leur propre disparition (qu'ils soient croyants ou non) ont beaucoup moins d'attaches aux biens matériels. Ils ont une vision différente du capital.

Pourquoi?

Prenons un peu de recul. Grossièrement résumé, selon Aristote, «l'art d'acquiescer» doit être au service «de la vie bonne et du bonheur humain». Et la vie doit, elle, être dédiée à la discussion, à l'agora, à la démocratie, à l'apprentissage de la mort. Cette conception durera jusqu'au XVII^e siècle. Avec la découverte des continents et l'accès aux ressources, on entre alors dans une autre conception de la richesse: ce n'est plus voter ou délibérer mais accumuler. Cela coïncide avec le moment où l'on commence à mesurer l'impact de l'activité humaine sur la nature. Dans la foulée, avec notamment Descartes, on prône la domination de la nature par l'homme. On cherche moins à comprendre le monde qu'à le posséder. Cette conception du monde infini est toujours enseignée aujourd'hui.

Votre récent livre défend l'idée d'un revenu de transition écologique. Quel est son fonctionnement?

Ma thèse de doctorat concernait le revenu de base inconditionnel. Je défendais alors un modèle de croissance et d'emploi sans tenir compte de la donne environnementale. Le revenu de transition écologique que j'ai imaginé fonctionne différemment et conditionne l'obtention d'un revenu à trois choses: entreprendre une activité reconnue comme écologique et sociale par une liste de parties prenantes (associations, entreprises, politiciens, etc.), accompagner cette activité par de la formation et adhérer à une structure démocratique pour faire transpirer les connaissances acquises. Concrètement: dans son travail quotidien, un maçon n'a pas les moyens ou le temps d'imaginer d'autres façons plus durables de faire son travail. Avec ce revenu, il pourrait prendre dix-huit mois pour faire sa transition.

Et qui paierait ce revenu?

C'est comme une entreprise, il faut un capital de départ. J'imagine un fonds privé/public qui permettrait de lancer cette organisation. Vu la situation qui nous attend, ces emplois seront logiquement incontournables dans cinq ans. Ils devraient donc être rentables et permettre... de nourrir le fonds de départ. Nous devons véritablement compter sur ces métiers pour survivre en 2025. Mais ces connaissances ne sont pas forcément nouvelles. Certains savoirs de nos grands-parents, par exemple, reviendront d'actualité.

Complotisme

Théories du complot : *conspirationnisme, complotisme*⁴⁹

vision de l'histoire perçue comme le produit de l'action d'un groupe occulte agissant dans l'ombre. Loin de la simple rumeur, il s'agit (selon Peter Knight, de l'université de Manchester) d'un récit théorique qui se prétend cohérent et cherche à démontrer l'existence d'un complot entendu comme le fait qu'« un petit groupe de gens puissants se coordonne en secret pour planifier et entreprendre une action illégale et néfaste affectant le cours des événements »¹.

⁴⁹ Extraits de Wikipédia

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

[...] Du point de vue des observateurs en sciences sociales, la théorie du complot tend à se soustraire à la réfutation ; en effet, toute démonstration destinée à prouver qu'aucun complot n'est à l'œuvre sera interprétée comme une nouvelle tentative de tromper le complotiste, qui continuera à chercher ce qui se passe dans l'ombre, et qu'on ne lui dit pas. Les explications officielles ou scientifiques établies par les pouvoirs publics et relayées par les grands médias d'informations seront structurellement discréditées.

[...] La démarche de la théorie du complot cherche à adosser à des faits avérés un responsable selon une logique souvent uni-causale de narration. Elle se différencie en cela de la démarche historique qui induit une multi-causalité.

[...] Si la première occurrence de la formule apparaît, d'après Rudy Reichstadt, dans *The Journal of mental science* en 1870¹¹, c'est probablement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans *La Société ouverte et ses ennemis*¹⁸ (1945), qu'est formulée, sous la plume du philosophe des sciences Karl Popper, la première définition de la théorie conspirationniste de la société (*Conspiracy Theory of Society*) :

« C'est l'opinion selon laquelle l'explication d'un phénomène social consiste en la découverte des hommes ou des groupes qui ont intérêt à ce qu'un phénomène se produise (parfois il s'agit d'un intérêt caché qui doit être révélé au préalable) et qui ont planifié et conspiré pour qu'il se produise¹⁹. »

[...] Selon Pierre-André Taguieff, le raisonnement conspirationniste donne lieu à un débat inutile car la théorie du complot ne se prête pas à la réfutation : « L'imaginaire du complot est insatiable, et la thèse du complot, irréfutable : les preuves naïvement avancées qu'un complot n'existe pas se transforment en autant de preuves qu'il existe³ ». Pour Gérard Bronner, les conspirationnistes « singent la pensée méthodique, mais sont imperméables à la contradiction »²³.

[...] En janvier 2016, David Robert Grimes, physicien à Oxford, publie un article scientifique visant à démontrer qu'il est improbable qu'un grand complot impliquant des milliers de personnes reste secret pendant des décennies²⁸. Sans nécessairement réfuter cette conclusion, le mathématicien Nicolas Gauvrit invalide cet article en mettant en évidence des erreurs de méthode rédhibitoires²⁹.

Plus récemment, les études sur la notion d'émergence dans un milieu chaotique suggèrent que tout pourrait se passer comme s'il y avait complot sans que personne n'en tire forcément les ficelles de façon consciente⁵². C'est ainsi que, sans souscrire eux-mêmes au conspirationnisme, les philosophes Antonio Negri et Michael Hardt soulignent, dans leur livre *Empire* sur la mondialisation, que les théories du complot ne doivent pas être rejetées par principe⁵³ :

« [...], nous n'entendons pas suggérer qu'il existe un petit opérateur derrière le rideau, un magicien d'Oz qui contrôlerait tout ce qui se voit, se pense ou se fait. Il n'y a pas un point de contrôle unique qui dicte le spectacle. Celui-ci, toutefois, fonctionne généralement « comme » s'il y avait effectivement un tel point de contrôle central [...], le spectacle est à la fois dispersé et intégré. [...], les théories de conspiration gouvernementale et extragouvernementale pour un contrôle mondial – qui ont proliféré ces dernières décennies – doivent être reconnues comme justes et fausses tout ensemble [...] : les théories de conspiration constituent un mécanisme grossier mais efficace pour approcher le fonctionnement de la totalité. Le spectacle de la politique fonctionne « comme si » les médias, l'armée, le gouvernement, les sociétés transnationales, les institutions financières mondiales, etc. étaient tous consciemment et explicitement dirigés par une puissance unique, même si, en réalité, ils ne le sont pas. »

Hardt & Negri, *Empire*, partie III, chapitre 5, p. 392

Le syndrome de l'effondrement⁵⁰

Le syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles est un phénomène de mortalité anormale et récurrente des colonies d'abeilles domestiques notamment en France et dans le reste de l'Europe, depuis 1998^{1,2}, aux États-Unis, à partir de l'hiver 2006-2007³.

[...] Ce phénomène affecte par contrecoup la production apicole dans une grande partie du monde où cette espèce a été introduite.

[...] Les pertes peuvent atteindre, localement, jusqu'à 90 % des colonies⁷. Les taux de mortalité hivernale des ruches d'abeilles domestiques, mesurés depuis l'apparition du phénomène sont quasi systématiquement supérieurs au taux d'environ 10 % observé auparavant.

Le syndrome est jugé très préoccupant par les apiculteurs, mais aussi par de nombreux écologues, économistes et experts en raison de l'importance économique et écologique de l'abeille en tant que pollinisatrice : les pommiers, mais aussi les amandiers, les avocatiers, les cerisiers,

⁵⁰ Extraits de Wikipédia

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

les oignons, les concombres, le coton, l'arachide, le melon, etc. dépendent à 90 %, voire à 100 % des abeilles pour leur pollinisation. Selon l'INRA, la survie de 80 % des plantes à fleurs et la production de 35 % de la nourriture des hommes dépendent directement des pollinisateurs⁸. Les services rendus à la pollinisation par les abeilles sont estimés à environ quinze milliards de dollars par an aux États-Unis⁹. Leur importance doit cependant être relativisée, compte tenu du rôle non négligeable tenu par les pollinisateurs sauvages¹⁰. L'abeille domestique reste toutefois indispensable pour des besoins massifs et ponctuels de pollinisateurs dans des zones pauvres en milieu sauvage. Le cas le plus emblématique est la production d'amandes en Californie : les 3/4 du cheptel d'abeilles américaines y sont rassemblés par une transhumance renouvelée chaque année¹¹, entraînant une augmentation des risques sanitaires due à la promiscuité.

Ce phénomène épidémique fait l'objet de polémiques scientifiques et médiatiques. Les chercheurs étudiant ce phénomène ne pouvaient s'appuyer que sur un corpus très pauvre d'études et de données, notamment écoépidémiologiques et génétiques. Depuis le milieu des années 2000 de nombreux travaux ont été publiés, ce qui a permis la constitution d'une bibliographie de plus en plus solide. Des avancées considérables ont été réalisées, notamment l'identification correcte des bio-agresseurs impliqués dans le phénomène et la mise en évidence d'effets synergiques divers. La thèse d'un phénomène multifactoriel¹² est maintenant l'objet d'un consensus. [...]

En Europe, des apiculteurs ont désigné les pesticides systémiques comme les principaux responsables du phénomène dès 1995¹³. À partir de 1999, l'interdiction en France et en Europe de certains pesticides incriminés n'a pas eu d'effet mesurable sur le terrain, les mortalités demeurant inchangées. De nombreuses ONG écologistes et des journalistes soutiennent la thèse selon laquelle les pesticides sont la cause primaire du phénomène^{14,15}. L'Union nationale de l'apiculture française (UNAF) reconnaît le rôle de pathologies¹⁶, mais en considérant toujours les pesticides comme la cause primaire. Des travaux en conditions artificielles ou simulées accusent les insecticides, sans forcément en faire une cause unique du phénomène. Ces travaux sont remis en cause par d'autres études qui considèrent que le manque de connaissances sur les besoins physiologiques des abeilles rend délicat la conception des protocoles (notamment en milieu fermé et semi-ouvert) et l'interprétation des résultats : les doses et les situations testées sont considérées comme extrêmes voire totalement irréalistes. Les études scientifiques ont cependant conduit l'autorité européenne de sécurité des aliments à constater que les tests réglementaires homologuant les molécules mises en cause ne permettaient pas d'en évaluer les risques et que certains produits phytosanitaires encore utilisés « présentaient un risque pour les abeilles »¹⁷.

[...] Début des années 2000. Les pertes peuvent atteindre, localement, jusqu'à 90 % des colonies⁷. Les taux de mortalité hivernale des ruches d'abeilles domestiques, mesurés depuis l'apparition du phénomène sont quasi systématiquement supérieurs au taux d'environ 10 % observé auparavant.

La contribution de Lorenz : La conférence essentielle, le battement d'ailes du papillon.

En 1972, le météorologue Edward Lorenz fait une conférence à l'*American Association for the Advancement of Science* intitulée¹ : « *Predictability: Does the Flap of a Butterfly's Wings in Brazil Set off a Tornado in Texas?* », qui se traduit en français par :

« Prédicibilité : le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? »

Lorenz explique² :

De crainte que le seul fait de demander, suivant le titre de cet article, « Un battement d'ailes de papillon au Brésil peut-il déclencher une tornade au Texas ? », fasse douter de mon sérieux, sans même parler d'une réponse affirmative, je mettrai cette question en perspective en avançant les deux propositions suivantes :

Si un seul battement d'ailes d'un papillon peut avoir pour effet le déclenchement d'une tornade, alors, il en va ainsi également de tous les battements précédents et subséquents de ses ailes, comme de ceux de millions d'autres papillons, pour ne pas mentionner les activités d'innombrables créatures plus puissantes, en particulier de notre propre espèce ;

Si le battement d'ailes d'un papillon peut déclencher une tornade, il peut aussi l'empêcher. Si le battement d'ailes d'un papillon influe sur la formation d'une tornade, il ne va pas de soi que son battement d'ailes soit l'origine même de cette tornade et donc qu'il ait un quelconque pouvoir sur la création ou non de cette dernière.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Millénarismes⁵¹

Un témoignage visionnaire : extrait de La *Siliconisation* du monde⁵²

*Le techno libéralisme rompt avec le capitalisme classique, qui «est sans doute la seule, ou au moins la principale forme historique ordonnatrice de pratiques collectives à être parfaitement détachée de la sphère morale au sens où elle trouve sa finalité en elle-même».*⁵³ Car la vision siloconienne du monde est implicitement garante d'une morale, assurant l'accomplissement prochain d'une vie idéale. En cela, elle relève d'un millénarisme, car à l'instar de toute vision du monde, elle dessine l'unique «voie de salut». «Toute vision du monde a une singulière tendance à se considérer comme la vérité dernière sur l'univers».⁵⁴

durant des décennies, c'est qu'il créait du lien. Il transcendait les contraintes du corps et de la géographie et rompait l'isolement de populations, dimension qu'avait relevée Walter Benjamin¹.

Aujourd'hui, le temps réel ne se rapporte plus seulement au milieu confiné de l'ordinateur, il renvoie également à la faculté de saisir un nombre sans cesse accru de phénomènes du réel au moment même où ils se déroulent. Disposition qui diffère du direct supposant d'installer un dispositif d'enregistrement en un endroit précis et pour une durée circonscrite, par exemple dans un stade à l'occasion d'un match de football. Ce nouveau type de temps réel désigne la capacité de suivre, sans délai et dans leur dimension continuellement évolutive, quantité de faits, prioritairement grâce à l'implantation croissante de capteurs dans notre environnement.

Comme les surfaces connectées ne cessent de se multiplier et que la puissance des systèmes ne cesse de s'accroître, c'est une appréhension des choses se déployant de plus en plus en temps réel qui se généralise. «À terme tout sera connecté, affirme Luc Julia, vice-président de l'innovation chez Samsung. Il estime qu'au-delà des montres ou des appareils ménagers, les maisons entières, mais aussi les villes, ou encore les usines, devraient être connectées. "Chez Samsung, nous avons décidé que, d'ici à 2020, tous les produits créés chez nous seront connectés." Pour lui, il ne s'agira pas uniquement de vérifier les battements de son cœur, ou le nombre de pas effectués dans la journée. La connectivité permettra de connaître l'état d'usure d'un objet, la nécessité de le remplacer, ou encore l'état du trafic en temps réel dans une section particulière d'une ville².» Car les objets connectés, interceptant des informations «à la source», entraînent une visibilité toujours plus intégrale de la vie à tous les instants où elle se manifeste. Ils vont induire une brusque extension du régime du temps réel dans notre anthropologie,

172 – LA SILICONISATION DU MONDE

nous permettant de saisir en continu les flux du monde dans leur perpétuelle transformation.

Deux temps réels coexistent aujourd'hui, s'exerçant suivant des modalités distinctes. D'abord, celui «vécu» par des systèmes traitant les données transmises par les capteurs et qui, en fonction des résultats et des algorithmes qui les structurent, rétroagissent de façon autonome. Par exemple, les flux de circulation dans une agglomération peuvent être saisis grâce à des caméras et des senseurs de comptage, permettant à des programmes de signaler l'état du trafic dans diverses zones, par l'émission automatisée d'informations sur des panneaux ou l'envoi de notifications suggérant d'emprunter telle voie plutôt qu'une autre. Ou alors, la Google Car, ou autre voiture sans pilote, qui interprète en permanence la constitution de l'environnement immédiat, la situation interne du véhicule, jusqu'au comportement des passagers, étant en outre au fait de conditions générales de tous ordres (embouteillages, météo, événements prévus sur le trajet, etc.) et qui engage des actions en fonction de cette «perception» multicanale «éprouvée» en temps réel.

Ensuite, celui qui est directement exploité par les personnes. En premier lieu, au sein d'entités. Tels les avions de ligne qui témoignent à chaque seconde de l'état de leurs multiples composantes, à l'instar de l'Airbus A380 équipé de 300 000 capteurs, transmettant les données à des serveurs situés au sol, permettant aux services de maintenance des compagnies aériennes d'anticiper les réparations nécessaires et d'éviter les coûteuses immobilisations des appareils³. De son côté, la SNCF a décidé de s'engager dans l'«Internet industriel», ayant depuis peu implanté des batteries de senseurs dans ses rames, jusqu'aux toilettes par exemple, destinés à favoriser une haute réactivité des équipes : «Nous pourrions savoir exactement quand remettre de l'eau dans les toilettes⁴.»

PSYCHOPATHOLOGIE – 173

⁵¹ BRANDT Jean-Marie Extrait de *Catéchèse "aggiornamento"* no 33, 27 mars 2017

⁵² SADIN Eric, *La Siliconisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Parsi, Ed. L'Echappée, 2016p. 88

⁵³ Notion énoncée par Romain Rolland qui nomme l'impression ou la volonté de se sentir en unité avec l'univers ou avec ce qui est «plus grand que soi». Freud reprendra dans *Malaise de la Civilisation* (1930), et la définira à son tour comme «un sentiment d'union indissoluble avec le grand Tout, et d'appartenance à l'universel».

⁵⁴ Carl Gustav Jung, *L'Âme et la Vie*, Le Livre de Poche, 2008, p.300

Temps réel, dont usent également les individus dans leur quotidien, grâce aux applications dotées d'une connaissance portant sur une infinité d'événements en cours, de surcroît accessibles en théorie de partout *via* les smartphones. Par exemple Waze, qui renseigne sur le trafic routier grâce à la « mutualisation » des informations fournies par des automobilistes en circulation, et dont le slogan affirme: « Obtenez le meilleur itinéraire, chaque jour, avec l'aide en temps réel des autres conducteurs⁴. » Ou Path to Park, Park Indigo, Parkme, qui signalent la disponibilité des places de parking au sein d'une zone grâce au traitement des données transmises par les horodateurs ou déjà, dans certains cas, *via* des puces intégrées au sol informant de l'état d'occupation. Le temps réel témoigne d'une « sherlockholmisation » de la vie quotidienne par la récente puissance d'appréhension de quantité de faits au moment où ils se déroulent, induisant un soudain accroissement de maîtrise sur le cours des choses.

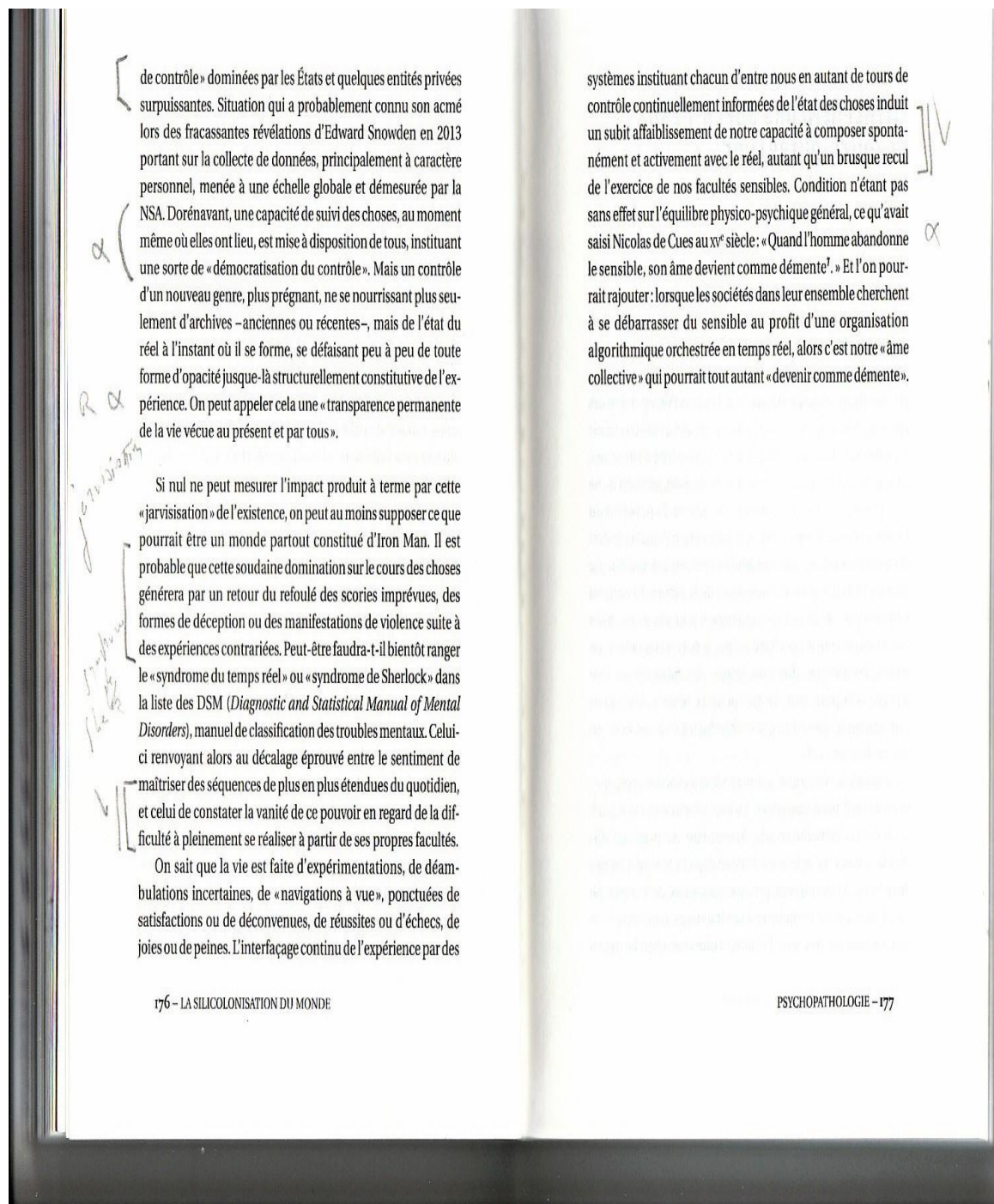
Mais le temps réel ne concerne pas que la captation de phénomènes de tous ordres se déployant suivant un présent indéfiniment étendu, il engage un autre type de rapport à l'environnement immédiat. L'écart séparant les corps de leur milieu s'efface progressivement au profit d'une saisie instantanée de ce qui était jusqu'à maintenant opaque à la connaissance. À l'instar des applications permettant d'identifier, grâce au viseur d'un smartphone, des éléments situés alentour, telle Pl@ntNet, qui informe du nom et du type de plante, ou Mona, qui reconnaît et fournit des indications sur des monuments historiques. À terme, par le principe du catalogage d'une infinité possible de substances de toute nature au sein de bases de données reliées à des logiciels de reconnaissance, c'est la quasi-intégralité de la réalité qui est appelée à devenir transparente à la perception humaine, jusqu'à l'identité des personnes.

Tony Stark, la figure surpuissante des films *Iron Man* produits par Marvel (également incarné par Robert Downey Jr.), identifie à tout instant la constitution de son environnement immédiat grâce à l'intelligence artificielle embarquée dans la visière de son armure, nommée Jarvis. Elle lui confère une suprématie inégalable. Mark Zuckerberg affirme vouloir s'inspirer de Jarvis pour développer un « assistant virtuel »: « Je lui apprendrai à comprendre ma voix pour contrôler toute la maison – musique, lumières, température et autre. Je lui apprendrai à laisser les amis entrer en regardant leur visage quand ils sonnent à la porte. Je lui apprendrai à me signaler s'il se passe quelque chose dans la chambre de Max [sa fille] quand je ne suis pas avec elle⁵. » Soit le fait d'ériger chacun d'entre nous en super-héros saisissant la quasi-totalité des choses en temps réel et entretenant un rapport sans faille au monde, aux autres et à soi.

Le temps réel ne nomme pas seulement une structuration technique qui a soudainement évolué, s'extrayant du seul milieu des ordinateurs pour maintenant s'exercer dans divers champs de la vie. Il renvoie à une condition anthropologique en émergence, qui entend tout contrôler, ne rien abandonner à l'incertitude ou au hasard, libérant la volonté d'asseoir une domination absolue, non plus sur la nature, comme il était dit autrefois de la science, mais *sur le cours des choses*. Disposition récente qui ne revêt pas une forme impressionnante, s'étendant rapidement à l'échelle du monde, et se banalisant de façon quasi insensible. Lorsque des myriades d'entités et des milliards d'individus se trouvent brusquement dotés d'un tel surcroît de maîtrise, on peut imaginer quel type de société est susceptible de se former, fondée sur un ajustement continu du réel à toutes nos exigences.

Il s'agit là d'un phénomène qui n'en est qu'à ses prémices, appelé à imprégner sans cesse davantage nos existences. Ne nous trompons pas. Nous ne sommes plus dans des « sociétés

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?



Signes avant-coureurs et crise économique mondiale : ouverture et conclusion

Témoignage⁵⁵ :

En agitant, comme je l'ai fait dans ce livre, le spectre d'un naufrage imminent, n'ai-je pas pris le risque de désespérer ceux qui me liraient ?

⁵⁵ MAALOUF Amin, *Le naufrage des civilisations*, Paris, Grasset, 2019

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Mon intention n'était sûrement pas de prêcher le découragement, mais il est du devoir de chacun, dans les circonstances graves que nous traversons en ce siècle, de demeurer lucide, sincère, et digne de confiance.

A débattre :

- que deviennent les modèles économiques dans ce contexte ?
- quelles sont les premières réactions dans le monde, en Suisse ?
- comment les qualifier ?

2.5 Le futur : une question de foi, de confiance ou de conscience ?

Un lien corrélatif historique et anticipateur : la dynamique de l'Alliance, ou l'évidence d'une identité

- religion - culture
- religion - culture (économie)
- culture - économie (finance)
- économie - finance (culture)
- finance - culture

Petit exercice d'ouverture «pour la bonne bouche» avec Hannah Arendt⁵⁶ (La Crise de la culture) :

Quelle est la lecture économique possible de nos repères identitaires de base, avant et après le coronavirus ?

En guise d'avertissement méthodologique (sera développé au cours) (voir ci-après N.B.):

Forces et faiblesses de la lecture économique, financière, sociétale, politique, culturelle ?

Selon Hannah Arendt, comme par ailleurs Paul Ricoeur, trois paramètres ont tissé, au cours des siècles, l'équation ou la structure identitaire de notre société : *religion, tradition, autorité*. Leur interaction, s'est exercée constamment et de manière hautement variable selon les époques.

La *religion*, la *tradition* et l'*autorité* forment un triptyque à ce point lié que l'on peut constater que dans toutes les sociétés qui l'ont adopté, si l'une des branches de ce triptyque en est venue à être mise en cause, les deux autres se sont effondrées avec elle. Ce nonobstant, les unes et les autres varient au point que la structure identitaire de la société, soit :

- demeure inchangée peu ou prou, les variations se compensant les unes les autres,
- est fissurée, modifiée, explosée, le jeu interactif des variables ne se suffisant plus à lui-même.

La question no 1 est, selon qu'on se situe avant ou après la crise du coronavirus, qu'en est-il de

- l'évolution de ces trois variables,
- notre structure identitaire,
- de nos repères sociétaux ?

⁵⁶ Cf., La Crise de la culture

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

La question no 2 est, selon qu'on se situe au niveau de la crise du coronavirus ou de la crise économique due au coronavirus, qu'en est-il, dans ces deux cas, de

l'évolution de ces trois variables,

notre structure identitaire,

de nos repères sociétaux ?

N.B. : pour aider à l'exercice, voici quelques considérations qui pourraient éclairer la notion de trilogie romaine

Confluence des traditions d'autorité chez les Romains⁵⁷

L'autorité à Rome était représentée par les *Patres*, soit les sénateurs qui l'avaient reçue par filiation en héritage des ancêtres, appelés eux les *Majores* (les plus grands). Comme les Grecs différenciaient *autorité* et *pouvoir*, les Romains distinguaient *potestas* le pouvoir et *auctoritas* l'autorité selon la formule "*cum potestas in populo auctoritas in senatu sit*"⁵⁸ (tandis que le pouvoir réside dans le peuple, l'autorité, elle, relève du sénat.) Les Romains distinguaient de surcroît *auctores* et *artifices*, ceux-ci désignant les constructeurs, ceux qui sont impliqués dans le faire, l'agir et ceux-là désignant ceux qui augmentent la confiance (les garants), qui confirment (l'autorité), qui poussent à agir (les instigateurs).

Comme déjà évoqué, pensée et culture *grecques* sont devenues la propre tradition spirituelle des *Romains*. L'infatigable recherche critique d'une *légitimité* en vue d'assurer la *perpétuation* de l'acte fondateur a fait que ce peuple extirpe le message hors de l'utopie et de la pensée grecques. Le passé, une fois sanctifié par l'autorité, a été, dans sa translation revue et corrigée, remis en responsabilité à la République, avec valeur *rétroactive*, depuis la fondation. En d'autres termes, grâce au processus d'entretien et de reconnaissance *critiques*, l'autorité demeura inviolée et la tradition, *augmentée* de l'héritage grec, aura été renouvelée. L'offre s'adaptait à la demande. C'est ainsi que "les grands auteurs grecs devinrent des autorités dans les mains des Romains, non dans celles des Grecs."⁵⁹ Un Romain jamais n'aurait osé imaginer pouvoir gifler son père spirituel comme Platon l'a fait de Parménide, le père de la sagesse grecque. Les modèles enseignés par les philosophes à Athènes voguent sur la crête de la dialectique souvent contradictoire et adaptative en fonction des personnes en présence. L'individualisme grec se combine avec l'esprit de groupe, l'organisation, le juridisme et la discipline romains. A cela va se mêler la révélation judéo-chrétienne qui provoque et entretient une révolution sociopolitique. Un carburant détonant (est-il inépuisable ?) alimente l'expansion continue de la *volumétrie* du plan religion-culture, comme acte permanent de la création. *Patria* est un concept romain, comme *polis* est une idée et une pratique grecques. Les Romains étaient enracinés dans le sol, la patrie s'étendait aux confins du monde et la culture exprimait la mise en œuvre de la richesse de la patrie. "Et les divinités les plus profondément romaines étaient Janus, la déesse du commencement, avec laquelle, pour ainsi dire, nous commençons encore notre année, et Minerve la déesse du souvenir."⁶⁰ Ainsi se forge dans un contexte d'*ouverture critique* à la *pluralité*, un lien *autorité-tradition* qui s'adapte à la demande sans renoncer à son fondement, au contraire qui, dans la tension corrélative religion-culture et la cohésion des paramètres de la trinité romaine, permettent d'en adapter et d'en «augmenter» le sens.

L'autorité est médiatrice. Le pouvoir est totalitaire⁶¹

Ricoeur développe la thèse arendtienne dans la préface à la Condition de l'homme moderne. A son exemple, il établit pour commencer la distinction entre force, violence et pouvoir, et il montre leur caractère antithétique. Puis il apporte la notion nuancée d'un pouvoir possible là où une action en commun est réglée par un lien institutionnel reconnu, selon l'aphorisme *Potestas in populo, auctoritas in senatu*. Le pouvoir existe quand les hommes agissent ensemble et il n'existe qu'aussi longtemps que les acteurs l'entretiennent. Ricoeur poursuit en constatant la fragilité du lien entre le pouvoir et l'autorité. Pour lui, l'autorité introduit non pas un pouvoir de violence, mais de médiation. L'autorité est médiatrice. Nous retrouvons le concept agambien de l'autorité du témoin. Nous sommes dans la persuasion socratique.

⁵⁷ BRANDT Jean-Marie, L'Obsolescence de l'offre religieuse (thèse dr en théologie, Université de Lausanne, 2009, Genève, Editions Slatkine, 2010, p. 231

⁵⁸ Cicéron (*De legibus*, 3.12.38) cité par ARENDT Hannah, *op. cit.*, 1972, p.161.

⁵⁹ ARENDT Hannah, *op. cit.*, 1972, p.164.

⁶⁰ *Ibid.*, p.159.

⁶¹ BRANDT L'obsolescence, *dito*. p. 237

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

L'autorité apparaît sous le masque du pouvoir. Si le pouvoir prend le pas, agit en oubliant l'autorité, celle-ci disparaît.

Conclusion : le futur : une question de foi, de confiance ou de conscience ?

La crise dite du coronavirus de 2020, comme celle dite des *subprime* en 2007 - 2008, peut être comparée à un instrument de chirurgie dont les deux fonctions sont d'ouvrir pour observer et d'agir pour réparer. Elles se présentent donc comme une opportunité de jugement et de prise de responsabilité.

La crise de 2008 a rendu limpide pour tout le monde le fait de la financiarisation de l'économie. Un phénomène inédit qui a permis tout d'abord de sauver le système économique en l'intubant artificiellement ou virtuellement par le bais de liquidités sans limite théorique et l'ingénierie de leur gestion, sans pour autant le guérir par le biais de l'inflation et de la croissance. Il a permis ensuite la mise en place d'un genre inédit de politique privée de vision à long terme, d'horizon culturel, qui polarise entièrement sur le pouvoir plutôt que sur l'autorité.

Entre parenthèses, les Banques centrales, elles, ont repris en partie l'autorité régaliennne des Etats (FED et BCE) en substituant leur politique monétaire de soutien à la politique budgétaire et fiscale de relance. Le phénomène financier a ensuite montré un pouvoir (sans pour autant recueillir une bribe d'autorité et de surcroît en brisant toute forme de tradition) quasi illimité dans son expansion spatiale et son contrôle du temps.

La crise de 2008, en conclusion nous permet de lire l'absolue vacuité du pouvoir financier et de prendre les dispositions possibles tant au niveau individuel que collectif. Notre structure identitaire évolue en fonction de l'équation de la *Trinité romaine* et de la *corrélation finance - culture*. Et ces deux moteurs ont une influence directe sur notre capacité à satisfaire nos besoins de mieux-vivre et de bien-être, puis notre liberté et notre dignité. La clé de cette évolution est la notion de confiance. C'est la confiance que la crise de 2008 a éradiquée de l'économie de marché libéral qui pourtant repose sur elle, avec le libre-arbitre et la responsabilité collective et individuelle. En bref, la crise de 2008 n'a pas suffi au diagnostic et donc n'a pas permis d'entreprendre la thérapie nécessaire au rétablissement de notre structure identitaire d'avant la crise de 2008.

La crise du coronavirus nous donne, semble-t-il à ce stade, les mêmes opportunités de poser notre diagnostic et de décider des remèdes nécessaires, sauf que l'épidémie, pour l'instant en capacité de pandémie, à défaut de jour le rôle de remède provisoire par intubation comme les liquidités financières, joue celui de mise en garde sur les faiblesses du système économique mondialisé. La question ne nous semble pas tellement de savoir anticiper les conséquences de l'épidémie en soi qui devrait pouvoir être jugulée en tant que maladie, mais de savoir lire l'état de l'organisme économique et de prendre les dispositions indispensables à la poursuite de notre recherche de prospérité. Il s'agit de renouer avec l'autorité régaliennne et démocratique, de relier le pouvoir spatial et temporel à cette autorité, en revenant à une tradition libérale éthique et respectueuse du Bien commun. Le futur est une question de conscience. La confiance ne reviendra au travail que lorsque la conscience aura trié très officiellement, et dans le consensus populaire, les conditions éthiques de la relation économique et les conditions politiques du Bien commun. Il faut bien avoir la foi, en l'homme, pour y croire en pleine crise.

La santé et la mort auront-elles raison là où la finance a eu tort ?

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?**3 DIAGNOSTIC ET «ECONOLOGIE», SOINS PALLIATIFS OU THERAPEUTIQUES****3.1 Diagnostic : l'indispensable «éconologie»**

Mettre l'*éconologie* en capacité de devenir implique qu'au préalable les conditions éthiques de la relation économique et les conditions politiques de Bien commun (notion de bien public global) soient redéfinies, réunies, reconnues et dotées d'un appareil de mise en œuvre supranational. Resteront la problématique de la valorisation de la ressource et la création d'un marché aux émissions de carbone.

Cette thématique fait l'objet de notre prochain *cours - débat* à *Connaissance 3*, programmé les 17, 24 novembre et 1^{er} et 8 décembre 2020.

Voici ce que nous en retiendrons pour l'instant.

La transition écologique est reconnue comme l'urgence mondiale de l'absolue nécessité d'une gestion commune, concertée, coordonnée, partagée, paritaire reposant sur des valeurs définies et partagées et sur la confiance.

A ce jour, il n'existe aucun modèle économique reconnu. Le modèle politique est vagissant au plan mondial, non encore conçu au plan supranational, ébauché au plan national (certains Etats), présent, empirique et parfois romantique au plan populaire.

L'alternative de choix qui se présente au politique en matière de modèle est limpide :

économie de marché. Politique quantitative néo-classique mâtinée de Facilitation quantitative, ou politique fiscale et budgétaire axée sur la demande néo-keynésienne, ou mixage des deux politiques

économie communiste à la chinoise, avec applications mixtes et contrôlée de l'économie de marché

économie subordonnée à un supranational consensuel : politique de coopération style GATT et OMC (clause nationale, clause de la nation la plus favorisée, obligation de réciprocité), révisée en fonction du statut des pays dits *en voie de développement* (à commencer par la Chine et de l'obligation de réciprocité en matière de biens immatériels et de valeurs de la ressource)

politique de coopération fiscale, financière et communicationnelle avec un objectif reconnu de hiérarchisation des priorités. Rôle des banques centrales, des GAFAM, des caisses de pension.

Il faut :

Articuler régulations commerciales et politiques environnementales

Régler le problème fondamental du «passager clandestin»

Fixation du principe d'égalité devant l'impôt étendu aux taxes carbone au niveau constitutionnel et supranational

créer la fiscalité et les marchés du carbone et des droits à polluer

sortir du romantisme et de l'idéologie, redonner de la confiance et un projet sur l'avenir

3.2 Soins thérapeutiques : le néo-keynésianisme à l'épreuve de la mode**Rappel : les quatre courants de la politique monétaire**

Keynésianisme (1945 - 1974)

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

politique monétaire discrétionnaire, demande, investissement, arbitrage plein-emploi- stabilité de prix

Monétarisme (1974.- 1982)

théorie quantitative de la monnaie, objectif unique : stabilité des prix

néo-classicisme (1982 - 1992)

indépendance des banques centrale, principal objectif : la confiance

néo keynésianisme (depuis 1993)

croissance, objectif : l'inflation à 2 %

terra incognita (à la frange des politiques conventionnelles (depuis 2008)

objectif : redonner la confiance par le biais des liquidités bancaires et le rachat massif et arbitraire des dettes toxiques, inflation à 2.0 %

Le néo-keynésianisme à l'épreuve de la mode

La mode : de quoi parle-t-on ? (les secrets de la technicité ou du métalangage)

Métalangage

Modèle formalisé d'un langage, destiné à en rendre compte. Le métalangage logique sert à construire la définition de la vérité pour le langage-objet formalisé, et ne sert à rien d'autre. Le métalangage linguistique sert à décrire un langage naturel en construisant des définitions de l'acceptabilité et non de la vérité. [...] Un métalangage ne décrit pas seulement la syntaxe, il sert aussi à décrire la sémantique. ⁶²

Le défilé de modes :

croissance

inflation

consommation

financiarisation

libéralisme

collectivisme

populisme

écologisme

réformisme

La mode : où en sommes-nous ? (les signes ou les secrets de la *question ouverte*)

avant 2008

⁶² Portail lexical de Centre national de ressources textuelles et lexicales

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

depuis 2008

depuis le 28 février 2020

depuis le 3 mars 2020

Le néo-keynésianisme, de quoi parle-t-on ?

Par néo-keynésianisme, nous entendons la politique monétaire néo-keynésienne

Politique monétaire quantitativiste ou QE : théorie quantitative

Politique monétaire néo-keynésienne : théorie qualitative

Instabilité financière (Hymann Minsky, 1975)

monnaie endogène (Nicholas Kaldor 1960)

Les principes théoriques de la politique monétaire postkeynésienne

Monnaie endogène taux directeur exogène

Les banques centrales jouent un rôle d'appui pour la création de monnaie chez les banques : la quantité de monnaie qu'elles créent est fonction de la demande des agents économiques pour financer leurs investissements et de l'État pour financer ses déficits (crédits, titres des non-financiers).

La monnaie est la condition de la confiance dans la mesure où elle est anticipatrice de la création de richesses. Elle est donc endogène au processus de productions et de régulation étatique. Elle n'est pas exogène au sens qu'elle ne relèverait pas uniquement de la politique monétaire.

Le taux directeur est exogène au sens qu'il est instrumenté par la banque centrale et ne dépend pas du juste prix de l'équilibre entre offre et demande des crédits et des dépôts.

La banque centrale joue sur deux variables : la quantité de monnaie et son prix (le taux d'intérêt). Elle ne peut en même temps jouer sur le taux de change selon le principe pragmatique du *triangle monétaire* : d'expérience, elle ne peut dans le marché agir que sur deux variables à la fois, sans quoi elle bloque le système. Il faut en effet que la liberté du marché trouve à s'appliquer nonobstant l'interventionnisme partiel exercé. C'est la politique de la BNS (taux de change bloqué ou non)

C'est la politique monétaire des années 2010. Les taux directeurs sont fixés par la banque centrale sans relation avec le marché de la monnaie.

La politique de la BNS est de jouer sur le change et le taux d'intérêt. Début mars 2020, le taux de référence hypothécaire suisse a passé de 1.50 à 1,25 %, soit son plus bas historique, simultanément la BNS vend du CHFR contre de monnaies étrangères en masse pour empêcher la valeur refuge de s'envoler et condamner notre industrie d'exportation déjà aux prises avec non seulement les mesures de contrôle de change, mais en plus avec les retraits du marché dus au coronavirus.

C'est donc la banque centrale qui est le marché et qui fait le marché. Selon la théorie, la qualité de ses actifs est la garantie de la stabilité monétaire et financière. En réalité, c'est vrai, sauf que la qualité ou la puissance de la nation quelle représente compte tout autant.

Critique : cette politique est faible, davantage que la politique budgétaire et fiscale. En particulier en cas de chômage de masse et de longue durée (ghettoïsation). C'est une question de crédibilité et de confiance.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Point à débattre à la lumière des banques centrales américaines, européennes, suisse, chinoise, japonaise.

La banque centrale est prêteuse en dernier ressort de l'Etat.

Maastricht (1992) : interdiction de ce rôle, d'où la crise de l'endettement de 2012 :

Impossibilité de financer les déficits publics

Pas de lien entre activités monétaires et économiques

Les liquidités produites par le QE ne se retrouvent pas dans l'économie réelle contrairement au dogme monétaire de Milton Friedman) : augmentation de la monnaie de la banque centrale n'a jamais fait augmenter la quantité de l'agrégat M3 (monnaie en circulation)

Point à débattre à la lumière des banques centrales américaines, européennes, suisse, chinoise, japonaise.

Cadre institutionnel de la politique monétaire keynésienne

Opposition frontale avec la politique de la financiarisation appliquée depuis les années 1980

Opposition à l'indépendance de la banque centrale

Les travaux de Minsky montrent que les marchés financiers sont porteurs d'une instabilité économique endogène, qui se développe en particulier dans les périodes de stabilité, notamment à cause d'innovations financières mal maîtrisée.

Les banques doivent assumer leur part de risque sans le transférer sur un marché financier indépendant.

Point à débattre à la lumière des crises de 2008 et de 2020

La stabilité financière dépend de la régulation (de la loi) à long terme plutôt que de la politique monétaire conjoncturelle.

les politiques monétaires postkeynésiennes restent strictement à des objectifs de court et moyen terme. Elles impliquent que la qualité des contreparties monétaires et les innovations financières soient de qualité et soient soumises au contrôle de leur impact social et économique.

Objectifs et instruments de la politique monétaire néo-keynésienne**Objectifs**

Carré magique de Kaldor : plein-emploi, stabilité de prix, croissance économique soutenable, équilibre extérieur.

Règle d'or de Tinbergen : autant d'objectif politiques monétaires budgétaires, fiscaux, de change que d'objectifs séparés.

Policy mixte avec une politique monétaire non autonome, mais coordonnée aux autres politiques économiques.

Point à débattre à la lumière de l'expérience : théorie du ruissellement se on Emmanuel Macron

Instruments

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Le taux d'intérêt

Attentes et anticipations

Ex. : anticipation e hausse des taux = accélération de dépenses d'investissement rentables

investissements, croissance, long terme

Politique monétaire qualitative. Sélectivité de l'investissement maitrise de l'endettement public, production de valeurs, orientation de la politique monétaire vers l'investissement productif (de valeurs) : BCE dès mars 2016 (très timide)

Règle versus discrétion, crédibilité versus confiance

L'inflation est due aux erreurs d'anticipation (selon postkeynésiens et néo-classiques) et non pas par aux coûts de l'excès de la demande (Keynésiens) ; et non pas l'excès de monnaie (monétaristes)

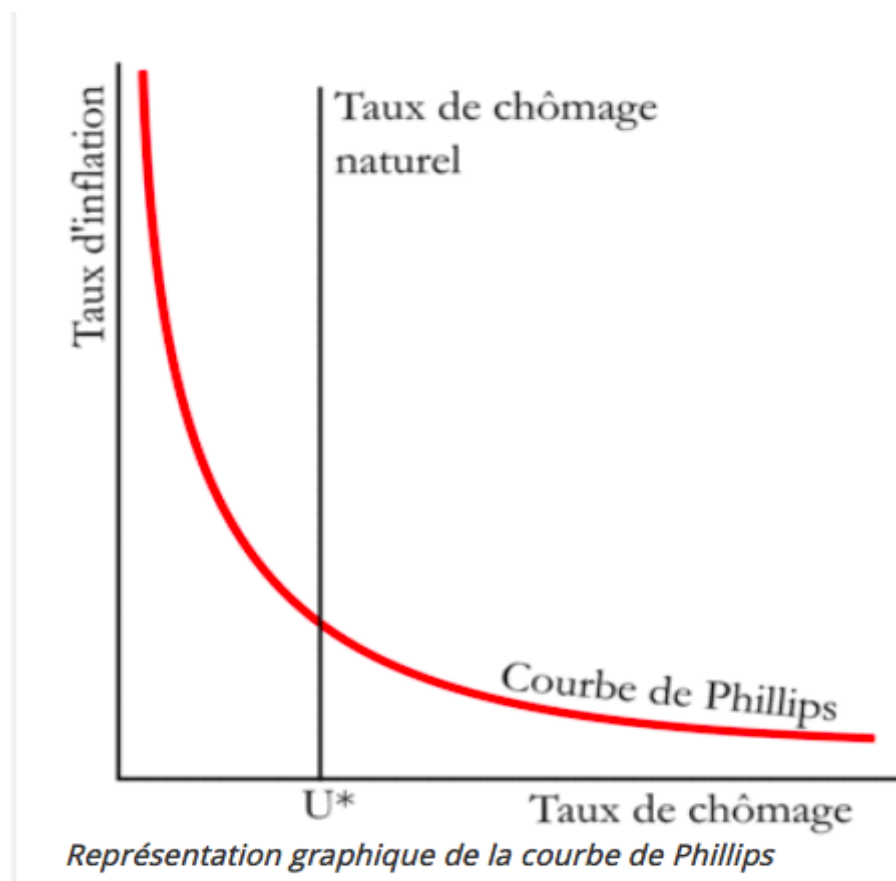
Inflation. Trois causes :

salaires nominaux augmentent plus vite que productivité globale

conflits et réparations sociétales

anticipation d'inflation auto réalisatrices

Politique monétaire keynésienne : discrétionnaire, soit objectifs à court terme ; arbitre selon la courbe de Philips entre chômage et inflation :



ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Politique monétaire des néoclassiques : l'inflation n'est qu'un phénomène monétaire, donc appliquer la règle de croissance monétaire à long terme afin de ne pas perturber l'équilibre économique naturel (de long terme) ; l'inflation est due aux erreurs d'anticipation ; la politique monétaire doit être crédible et passer par une banque centrale indépendante qui construit la confiance par le respect des attentes des agents économiques (adaptation de sa politique à court terme en fonction des attentes), respect commun de la règle naturelle de l'équilibre à long terme dans la perspective des anticipations naturellement rationnelles.

Politique monétaire des néokeynésiens : cadre de crédibilité comme les néoclassiques, avec l'accent sur la confiance, quitte à s'adapter aux attentes à court terme (à discrétion à court terme, et pas seulement contrainte à long terme : «discrétion contrainte».

Politique monétaire des postkeynésiens : «contrainte discrétionnaire», le lien est entier avec le court terme et avec la politique conjoncturelle, évitent la stabilité à court terme, évitent l'instabilité des taux d'intérêt, avec possibilités de règles à court terme pour réduire la volatilité des taux d'intérêts et des anticipations des agents. Souplesse, pragmatisme, adaptabilité.

Les politiques monétaires non-conventionnelles depuis 2008 : analyse postkeynésienne

Les cinq politiques appliquées suite à la crise de 2008 avec l'objectif de restaurer, avec la confiance, le crédit (le croire !!!) :

- a Facilitation quantitative (*Quantitative Easing*) : augmenter la taille du bilan des banques centrales

quantités massives dites illimitées, mais politique keynésienne sur la quantité de monnaie plutôt que sur les prix

intermédiation des banques avec la garantie d leur compte auprès de la banque centrale

contrairement à la théorie du multiplicateur monétaire, de monétaristes, la création massive d monnaie par la banque centrale n'a pas réellement augmenté la masse de monnaie en circulation dans l'économie, mais dans la bourse notamment (seules les banques créent de la monnaie au sens de l'agrégat M3 et interdiction de financer les déficits publics en Europe)
- b Modification de la structure du bilan : qualitative (*Credit Easing*)

les banques centrales ont accepté, en garanties de leur avances, les actifs du marché dont les banques ne voulaient pas

elles sont acheteuses et contrepartie de dernier ressort
- c Opérations de refinancement à long terme

l'objectif a été depuis 2008 — il est toujours —, de redonner la confiance aux banques en assurant une liquidité bancaire plus qu'incitative : mécaniquement entraînant.

Les prêts de la banque centrale ont passé d'une échéance d'une semaine à un an et plus — jusqu'à quatre ans pour la BCE (*Long term refinancing operations*, LTRO), *Very long term refinancing operations*. VLTRO).

une conséquence de ce pari à long terme est que les banques deviennent moins sensibles aux changements du taux d'intérêt.

Pour les postkeynésiens, opposées aux politiques conjoncturelles, ces opérations accommodantes à l'extrême et sur le très long terme sont acceptables à la condition qu'elles ne dérivent pas à l'alimentation de la bourse, de la finance et de la spéculation.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Question à débattre :

Quelle est la réalité des résultats obtenus à ce jour ?

Avant et après le coronavirus ?

Quelles ont les raisons qui peuvent expliquer ce résultat ?

Quelle conclusion en tirer à propos des politiques suivies ?

d politique de taux d'intérêts négatifs (*Zero interest rate policy, ZIRP*)

le taux d'intérêt est le prix du futur, soit le prix de l'incertain, du risque, de la confiance

les opérations interbancaires sur la monnaie de la banque centrale procèdent à 24 heures et le taux d'intérêt converge chaque jour vers un minimum, celui payé par les banques pour financer l'essentiel de leurs opérations de refinancement (*Over night index average, EOINA*).

Quant au *taux plancher*, qui rémunère les facilités de dépôts des banques, il n'a d'ordinaire pas d'influence, car les banques y font recours pour financer leurs réserves obligatoires. Pour le reste, elles préfèrent opérer par EOINA.

Or, avec l'Assouplissement quantitatif, la masse de liquidités est telle que les banques n'ont d'autres possibilités que de replacer l'argent auprès de la banque centrale : le marché interbancaire est saturé.

Dès lors, EONIA s'approche du taux de dépôt, le taux plancher. Celui-ci est passé en 2014 en territoire négatif, d'abord - 0,1 %, puis en 2016 - 0.4 % (pour la BCE : pour la Suisse, la Suède, la Hollande, les taux ont été encore plus bas).

Le taux du marché interbancaire, dans la foulée, est devenu négatif dès 2015. (- 0.37 % en 2017, les bons du Trésor français et allemand ont suivi).

Les banques centrales ont ensuite lié le taux de refinancement des banques au taux de crédits que celles-ci accordaient dans le cadre du *Targeted long Term Refinancing Operation, TLTRO* : opérations ciblées de refinancement à long terme. Ciblées signifient que, contrairement à la volonté politique des Pays du Nord de l'UE, la BCE a racheté des dettes d'entreprises en difficultés. Ainsi les banques qui ont augmenté depuis 2016 les crédits de 2.5 % ont bénéficié d'une politique de refinancement à un taux négatif pouvant descendre plus bas que - 0.4 %.

En conclusion, par le mix de politiques pragmatiques, nous maintenons depuis 2008 le mythe d'une économie de marché en phase de mort cérébrale au prix de contradictions dans les fondements de la doctrine libérale de l'économie de marché (perspective néo-classique), et moyennant des contorsions techniques qui éloignent les marchés de la réalité du quotidien, repoussant toujours plus avant la limite du crash et aggravant toujours davantage les conséquences sociétales :.

Ainsi, la BCE subventionne les crédits des banques aux entreprises pour que la monnaie de banque centrale créée serve à l'économie réelle. Nous retrouvons la politique qualitative de la monnaie prônée par les postkeynésiens, avec de plus des taux négatifs, donc une subvention [...].⁶³

Recevoir de l'argent pour emprunter est contraire à la logique économique, à logique du temps, à la logique de la naturelle finitude de toutes choses.

⁶³ BERR Eric & alii, L'économie postkeynésienne, histoire, théories et poétiques, Paris, Seuil, 2018, p. 391

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

C'est donc une aberration qui démontre l'état du malade et que les remèdes ne sont pas de type financier.

e Politique de guidage prospectif (*Forward guidance*)

Les taux d'intérêts à court terme étant sous contrôle des banques centrales, celles-ci peuvent s'attaquer aux taux à long terme. C'est que l'économie, contrairement à la finance, développe des échéances à moyen (3 ans) et long terme (5 - 10 ans). Les banques centrales agissent sur les anticipations du marché en faisant réduire le taux à long terme, soit en envoyant un signal fort de risque zéro sur l'avenir, de redémarrage de la machine économique (par l'investissement), en bref un signal de foi, de confiance.

Cette politique s'accompagne des opérations de *Twist* (FED) : achat massif de titres publics à long terme (dix ans) contre la vente de titres publics à court terme (trois mois) : pour faire baisser les taux longs et monter les taux courts, soit aplanir la courbe des taux et ôter toute volatilité du marché. C'est ainsi que la courbe des taux a pu, de fois en fois, s'inverser, le taux à court terme devenant plus cher que le taux à long terme. On aboutit à une aberration économique, philosophique et le signal de fragilité, ou d'artificialité de l'état de santé de l'organisme devient de plus en plus alarmant.

Conclusion

De même que la relation sociale et la relation au monde, à l'univers, à la vie se virtualise, de même la relation à la réalité économique s'artificialise (se fausse). Notre relation à la réalité (à la vérité) se fragilise au point de mettre en question notre capacité naturelle à l'évolution.

Les cinq politiques monétaires ci-dessus, déployées de manière imaginative, autonome et contraire à l'idéologie du non-interventionniste, depuis la crise de 2008, ont eu pour conséquence de stopper l'érosion de la production, la stagflation à la japonaise, la déflation, l'écroulement du système de crédit, le blocage des processus de paiement ; au prix de la détérioration de la qualité de l'emploi et du pouvoir d'achat, de la ghettoïsation du chômage, de la montée des déséquilibres, du laminage de la classe moyenne, de la procrastination climatique, des populismes et des *fake-news*.

En quoi ces politiques sont-elles conformes aux politiques postkeynésiennes ?

Elles sont interventionnistes, visent le long terme et instruisent la confiance, pointent le bras de levier de l'investissement, agissent court en voyant long, cadrent la qualité de leurs effets. La monnaie est endogène et non pas neutre : elle entre dans les éléments contributeurs.

En quoi ces politiques sont-elles non-conformes aux politiques postkeynésiennes ?

Elles ne se déploient pas en direct sur le bras de levier de l'investissement (crédits bancaires pour financer l'investissement à long terme de l'entreprise, augmentation de la production, de la recherche et développement, de la masse salariale, de la consommation, jusqu'à l'équilibre vertueux de la confiance). Elles n'agissent que partiellement sur la demande, mais essentiellement sur la bourse.

En quoi ces politiques ne sont pas conformes au néoclassicisme ?

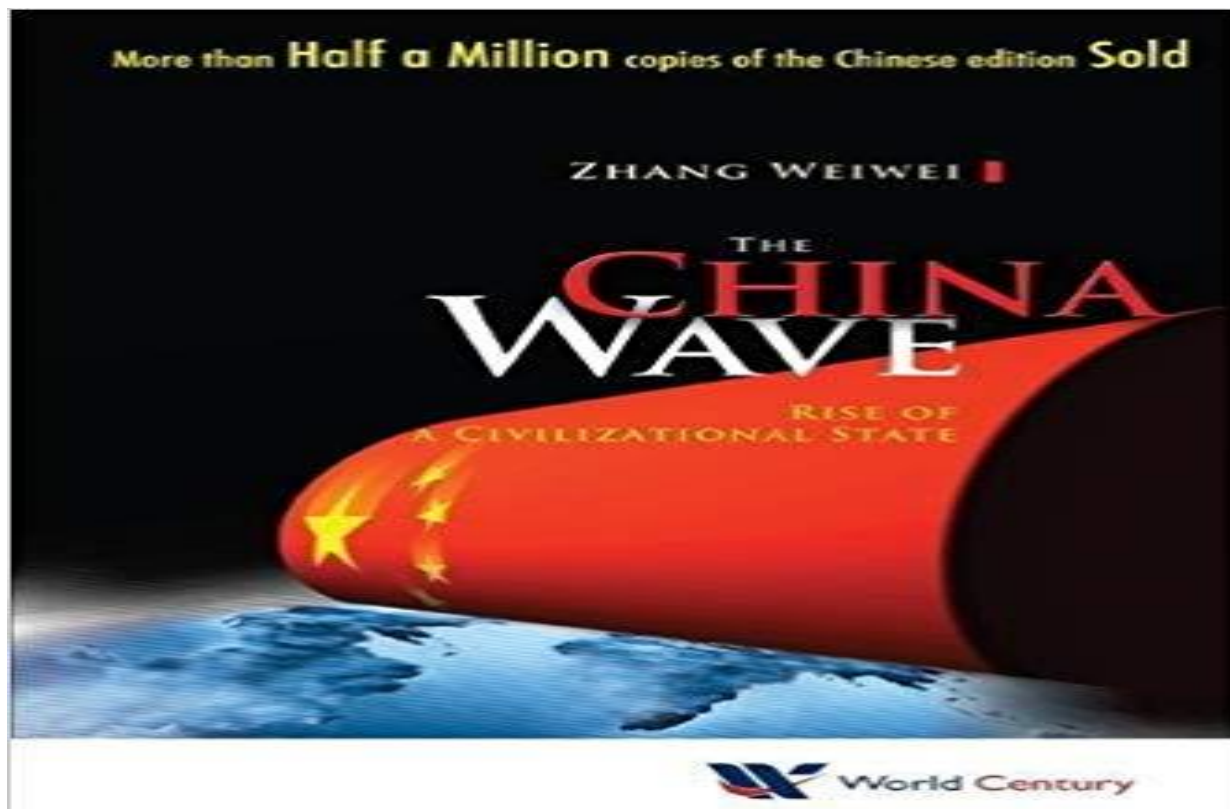
Interventionnisme à outrance et déguisé de la part de l'Etat, financement des déficits publics, rachats de dettes toxiques, pas d'inflation de croissance, pas de prise sur l'économie réelle.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

4 LES FUTURS POSSIBLES

4.1 *America First* et socialisme chinois de marché

Les plus, le moins, démocratie US versus capitalisme et communisme, Trump et Xijing Ping (avant et après le coronavirus) débat articulé sur :



4.2 Espace Economique Européen, Brexit, Bilatérales, Confédérés et Alliés

Les plus, le moins : BNS, FED, BCE ; EEE versus UE ; Brexit versus UE ; Swissxit versus Bilatérales

Avant et après la votation populaire sur l'initiative de l'UDC :

Communiqué du CF :

Objets de la votation populaire du 17 mai 2020⁶⁴, Berne, 15.01.2020 -

Lors de sa séance du 15 janvier 2020, le Conseil fédéral a décidé de soumettre trois objets à la votation populaire du 17 mai 2020.

Le Conseil fédéral a décidé de soumettre les objets suivants à la votation populaire du 17 mai 2020:

1. Initiative populaire du 31 août 2018 «Pour une immigration modérée (initiative de limitation)» (FF 2019 8179);
2. Modification du 27 septembre 2019 de la loi fédérale sur la chasse et la protection des mammifères et oiseaux sauvages (Loi sur la chasse, LChP) (FF 2019 6267);

⁶⁴ Cf., [votations](#) 17 mai : Communiqué officiel du CF

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

3. Modification du 27 septembre 2019 de la loi fédérale sur l'impôt direct (LIFD) (Déduction fiscale des frais de garde des enfants par des tiers) (FF 2019 6257).

Les objets 2 et 3 seront soumis à la votation populaire uniquement si le référendum qui a été déposé contre chacun d'eux aboutit; la décision du Conseil fédéral est donc prise sous cette réserve.

La Chancellerie fédérale informera de l'aboutissement des deux référendums:
<https://www.bk.admin.ch/bk/fr/home/documentation/communiques.html>

24 Heures 15 janvier 2020

Trois votations au menu le 17 mai

Le peuple votera sur l'initiative de l'UDC «pour une immigration modérée», la loi sur la chasse et les déductions fiscales des frais de garde des enfants.

Les Suisses voteront sur trois objets le 17 mai. Le Conseil fédéral a fixé mercredi l'initiative de limitation de l'UDC qui vise à résilier la libre circulation des personnes, la loi sur la chasse et les déductions fiscales des frais de garde des enfants au menu des votations fédérales de printemps.

L'initiative «pour une immigration modérée», dite de limitation, exige que la Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers. Si le texte était accepté par le peuple, les autorités auraient un an pour négocier la fin de l'accord sur la libre circulation avec Bruxelles. Faute de solution dans ce délai, le Conseil fédéral devrait dénoncer l'accord dans le mois qui suit.

La révision de la loi sur la chasse, adoptée en septembre par le Parlement, vise à réguler certaines espèces et prévenir les dégâts ou un danger concret pour l'homme. Les tirs individuels ciblés seront autorisés. La loi prévoit aussi un transfert de compétences de la Confédération aux cantons en matière de protection des espèces. Le référendum a été lancé par les organisations de protection de la nature.

Le peuple devra aussi se prononcer sur l'augmentation des déductions fiscales pour les enfants. Le PS, soutenu par les Verts et les Vert'libéraux, s'oppose à cette réforme qu'il qualifie de «bonification fiscale pour les parents riches».

Celle-ci veut permettre aux familles de bénéficier de déductions plus élevées pour les frais de garde des enfants par des tiers (25'000 contre 10'100 francs actuellement). Suivant une proposition individuelle du PDC, les Chambres ont inclus une augmentation de la déduction générale pour les enfants de 6500 à 10'000 francs sur le revenu imposable. Les signatures recueillies contre la loi sur la chasse et l'augmentation des déductions fiscales ont été déposées cette semaine à la Chancellerie fédérale. Les deux référendums doivent donc encore formellement aboutir. (ats/nxp)

4.3 Orthodoxie à l'allemande ou déficit budgétaire à la française

A discuter sur la base de :

Le WEF veut susciter des engagements concrets : manifeste de Davos 2020

L'objectif universel d'une entreprise dans la Quatrième Révolution Industrielle

A. Une entreprise a pour objectif d'impliquer tous ses partenaires dans la création d'une valeur commune et pérenne. Pour ce faire, l'entreprise doit répondre non seulement aux besoins de ses actionnaires, mais également des autres acteurs qu'elle implique : employés, clients, fournisseurs, communautés locales et la société dans son ensemble. Le meilleur moyen de comprendre et d'harmoniser les intérêts divergents consiste à susciter un engagement commun en faveur de politiques et de décisions qui renforcent la prospérité de l'entreprise à long terme.

i. Une entreprise est utile à ses clients dès lors qu'elle leur apporte une proposition de valeur qui répond au mieux à leurs besoins. Elle accepte et encourage la concurrence loyale et les règles du jeu équitables. Elle ne tolère pas la corruption. Elle assure la fiabilité et le sérieux de son écosystème numérique d'intervention.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Elle communique à ses clients toutes les informations relatives à la fonctionnalité de ses produits et services, y compris leurs implications indésirables ou aspects externes négatifs.

ii. Une entreprise traite son personnel avec dignité et respect. Elle respecte la diversité et cherche toujours à améliorer les conditions de travail et le bien-être des employés. Dans notre monde en constante évolution, l'entreprise favorise le maintien de l'aptitude à l'emploi en permettant l'acquisition de nouvelles compétences ou l'adaptation à la formation continue.

iii. Une entreprise considère ses fournisseurs comme de véritables partenaires de création de valeur. Elle laisse une chance équitable aux nouveaux entrants sur le marché. Elle intègre le respect des droits de l'homme à l'ensemble de la chaîne logistique.

iv. Une entreprise est au service de la société dans son ensemble à travers ses activités. Elle soutient les communautés dans lesquelles elle travaille et s'acquitte des impôts qui sont dus. Elle garantit une utilisation sûre, éthique et efficace des données. Elle agit en qualité de garant de l'univers environnemental et matériel des générations à venir. Elle protège consciemment notre biosphère et se fait le défenseur d'une économie circulaire, commune et régénérative. Elle s'attelle à toujours repousser les limites de la connaissance, de l'innovation et de la technologie pour améliorer le bien-être de chacun.

v. Une entreprise fournit à ses actionnaires un retour sur investissement qui tient compte des risques entrepreneuriaux engagés et de la nécessité d'innover et d'opérer des investissements durables en continu. Elle assure une gestion responsable de la création de valeur à court, moyen et long terme en vue de produire des rendements durables pour les actionnaires sans toutefois privilégier le présent au détriment du futur.

B. Une entreprise est plus qu'une simple entité économique qui génère des richesses. Elle répond à des aspirations humaines et sociétales dans le cadre du système social général. Ses performances doivent être mesurées non seulement en termes de retour pour les actionnaires, mais également de réalisation des objectifs environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance. La rémunération des dirigeants devrait prendre en compte leurs responsabilités vis-à-vis de tous les acteurs impliqués.

C. Une entreprise dont les activités s'étendent à l'international est non seulement au service de tous les acteurs directement impliqués, mais agit elle-même en qualité de participante (avec les gouvernements et la société civile) – à notre avenir global. La conscience sociale mondiale exige de l'entreprise qu'elle exploite ses compétences fondamentales, son dynamisme commercial, ses aptitudes et ses ressources compétentes pour contribuer aux efforts de collaboration déployés avec d'autres entreprises et "stakeholders" en vue d'améliorer l'état du monde.

«Le changement ne vient pas tout seul. A Davos nous devons lancer les prémices. Chacun des participants peut avoir un impact positif. Si nous nous engageons résolument, nous pourrions dire aux jeunes générations et à celles et ceux qui nous questionneront dans quelques années qu'ils peuvent compter sur nous», espère Klaus Schwab.⁶⁵

4.4 Les futurs possibles : prospérité et démocratie ; néo-libéralisme (USA), socio-libéralisme (Europe), communisme (Chine) et théologisme (Charia) ; réciprocité positive : coopération et confrontation, multilatéralisme et isolationnisme

Débat :

Qu'est-ce que le futur ?

Finance, économie, société, politique, philosophie : le questionnement ultime (de finitude)

Qu'est-ce qu'un futur (rendu) possible ?

⁶⁵ BILAN 15 janvier 2020

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Finance, économie, société, politique, philosophie : la réponse ultime (modèle économique et principe de précaution)

Quels sont les futurs possibles ?

Prosperité et démocratie : Alliance sacrée, évolution naturelle, loi universelle ; les signes de 2008 et du coronavirus ; la réalité des urgences (lesquelles ?) versus les modes de gestion de crise (de disruption)

Néo-libéralisme (USA), socio-libéralisme (Europe), communisme (Chine) et théologisme (Charia)

Réciprocité positive : Coopération, confrontation

Multilatéralisme, isolationnisme

4.5 Conclusion : confiance, croyance, les clés de l'Alliance, encore possible ?

Débat :

Besoin ou nécessité ? Libre-arbitre et responsabilité : l'Alliance nouvelle.

Libéralisme versus collectivisme, limites et contraintes. Liberté à tout prix ? A quel prix ?

Le retour aux sources de la Réforme et du capitalisme : un modèle obsolète, pérenne, évolutif, dépassé, prometteur ?

L'Alliance nouvelle. Avant et après le coronavirus (signes, signes précurseurs, anticipations). Une évolution évidente :

de l'Arbre au Déluge, des Prophètes à la Loi, du royaume au Royaume, du collectif à l'individu et à la démocratie, de l'économie à la finance, de la finance à la transition écologique et à l'impératif de biodiversité : une question de liberté, de dignité.

Jean-Marie Brandt, 6 mars 2020, www.pleiade.ch

ANNEXE : COMMENTAIRES LIBERES SUR LE MODELE ECONOMIQUE***L'état de guerre économique rend indispensables les sciences économiques***

Nul ne doute de l'imminence d'une crise économique, tout en éprouvant la sourde inquiétude montante d'une crise plus profonde et plus large qui ne laisserait notre société ni personne indemnes. Seules deux questions demeurent ouvertes : quand, comment ? Une crispation durable nous fige, nous et notre société dans un état de sclérose qui paralyse notre sens critique, sinon notre sens moral.

C'est que les signes avant-coureurs ne sont pas cachés sous le boisseau, mais bien au contraire plantés sur le lampadaire de notre vie au quotidien. En première ligne, les signes de la crise financière de 2008 avec le modèle économique impromptu qui a stabilisé l'évolution du mal sans l'éradiquer pour autant. Depuis lors nous vivons dans la quiétude béate des phases prémonitoires et glissons assoupis à la surface de la réalité, péchant par omission, excès, naïveté, cupidité, procrastination, impatience, indifférence, lâcheté, déni, résignation, fanatisme, prétention, sincérité, passion, égoïsme, générosité. Tous, notre société, restons suspendus à la logique d'un propos simple et fédérateur : « cela ne peut plus continuer » et ne faisons pas un pas au-delà, sinon pour consolider — avec toute l'ingéniosité technique dont nous sommes devenus capables et sans le remettre en question —, l'état d'intubation artificiel d'un organisme décérébré.

Les grands déséquilibres de notre modèle économique survivent au tréfonds d'un réseau de failles tectoniques dont l'écartement s'amplifie : financiarisation, croissance, mondialisation, chômage de masse et de longue durée (phénomène de ghettoïsation⁶⁶), dégradation du pouvoir d'achat et de la qualité de l'emploi, inégalités croissantes, biodiversité, climat, empreinte carbone, pollution, corruption, mensonge communicationnel, confrontation systématique instrumentalisée.

Tout le monde s'interroge sur l'évolution du monde, chacun réagit à sa manière, selon ses possibilités, sa sensibilité, sa connaissance, son intérêt, ses croyances, sa disponibilité. L'éventail d'attitudes humaines en voie de standardisation et en phase d'hébétéude se fait l'écho du martellement obsessionnel des signes avant-coureurs d'une catastrophe annoncée. Les nouveaux prophètes que sont les savants, les chercheurs, les prix Nobel, le vedettariat médiatique assourdissent le bon sens commun de leur vacarme catastrophiste, aveuglent le sens critique de leur vérité péremptoire, décapitent l'intuition de leur logique démonstrative.

L'humilité du sage dans le face à face avec la connaissance ; le respect de la créature dans son échange avec autrui, avec le vivant ; la qualité du gestionnaire responsable de la ressource naturelle ; le doute essentiel du chercheur de vérité ; bref, tout questionnement de principe a déserté le théâtre de finitude, livrant la scène à la mascarade du dogmatisme et de l'égoïsme. Le premier prétend juguler la finitude. Le second prend le risque de l'asocial. Bouffons de carnaval, les voilà qui bras-dessus bras-dessous dansent la farandole aux mille masques d'un simulacre de prospérité, entraînant le public dans la sidération — toujours d'apparence inédite mais sans cesse répétée — des grandes théophanies politiques, sociétales, éthiques, religieuses, scientifiques, économiques, financières dont l'humanité a le privilège et dont elle multiplie à l'infini les effets à grands renforts de technicité. Il resurgit de cette mauvaise pièce la confusion décidément anthropologique entre *finitude* et *technologie*, entre *Abel* et *Caïn*, entre *Zeus* et *Prométhée*.

⁶⁶ Voir : BRANDT Jean-Marie, *c'est l'emploi qu'on assassine, contre la finance-casino, pour une économie au service de l'homme*, Saint-Maurice, Ed. St-Augustin, 2019

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Les défis nés de la crise financière de 2008 ont progressivement franchi les remparts successifs de notre société encerclée de ses peurs, pour se réfugier dans le donjon de notre culture identitaire. Tandis que le combat se poursuit dans l'ensemble de la place-forte, rien n'est dit, rien n'est perdu, mais tout est mis en question. Pour l'instant, il n'est pas d'ennemi déclaré autre qu'un ou des compétiteurs *économiques*. Du moins si l'on partage l'attitude générale de mettre de côté les conflits qualifiés cyniquement d'asymétries entre les grandes puissances technologiques et les populations misérables dont le positionnement stratégique fait les proies de prédateurs devenus des criminels contre l'humanité. C'est cette dysmétrie qui rend le combat complexe en même temps qu'il le prolonge. Rien ne se passe à *la régulière* ou de manière frontale comme sur un champ de bataille classique, et seuls des dégâts collatéraux apparaissent au grand jour et font l'objet d'un recensement. En réalité un long travail de sape, outre qu'il plonge sans espoir de retour perceptible des populations entières dans des souffrances indignes d'une humanité devenue indifférente, à commencer par des femmes, des enfants, — les plus vulnérables —, ébranle de surcroît les fondements mêmes de notre cadre de vie et mettent en question le logiciel de nos valeurs. Il s'agit de tendances structurelles dont l'impact réel se mesure dans l'immédiat comme dans la durée (voir ci-après : tendances lourdes). Elles sont d'importance systémique car elles impliquent et mettent en cause l'ensemble de notre organisme politique et sociétal.

Le théâtre des opérations est déclaré d'ordre économique. Un ordre déterminé par la possession d'une arme révolutionnaire. En réalité une combinaison inédite de quatre armes nouvelles. A savoir : l'innovation technologique porteuse du virus de l'obsolescence programmée ; la finance déréglementée arroseuse mondialisée de liquidités bancaire métastasiées ; la technologie communicationnelle véhicule commercial et politique de la post-vérité ; l'accès resauté du *net* à la connaissance universelle du *Big-data* par le *net*. La stratégie choisie dépend du modèle économique choisi.

Un modèle aujourd'hui à la croisée de quatre choix politiques : ultra-libéralisme (*main stream*, courant principal) de l'économie classique dans les prolongements pragmatiques, non-conventionnels et contradictoires du post-libéralisme (*Quantitative Easing*, Facilitation quantitative, *QE*) ; libéralisme cadré par l'interventionnisme étatique (courant souterrain des *postkeynésiens*, politique de la demande) ; dictature libérale-communiste à la chinoise.

a L'ultra-libéralisme vise à libérer les forces du marché de toute contrainte étatique. C'est la fin de l'Etat-providence et le triomphe de l'économie financiarisée. Il puise son fondement dans l'économie monétaire des années huitante qui a su se débarrasser de l'inflation. Il est enseigné dans les plus prestigieuses académies et il nourrit le réseau cartellisé des plus hauts dirigeants bancaires et financiers. Il est aujourd'hui le fer de lance de l'ordre des GAFAM⁶⁷ et des BATX⁶⁸.

b Le post-libéralisme a pour but de maintenir en vie l'organisme économique effondré depuis la crise de 2008 et il mise sur la relance de la croissance de l'économie par le biais de l'inflation. Il a contribué à donner au souverainisme mondial du dollar une autorité impériale ubiquitaire et intemporelle. On peut le considérer comme un modèle intermédiaire entre *ultra-libéralisme* et *post-keynésianisme*.

c Le *libéralisme* mixé d'interventionnisme étatique mise sur l'*investissement* pour booster la demande. Il préconise le retour aux politiques fiscales et budgétaires qui ont fait la prospérité des Trente Glorieuses de l'Après-guerre. Il revient à la faveur des stratégies sous contrainte d'élection

⁶⁷ Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft

⁶⁸ Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

politique avec le double objectif non-encore mesuré ni même hiérarchisé de mettre un terme à l'anémie économique du post-libéralisme et de financer au surplus la transition écologique.

d La dictature libérale-communiste à la chinoise, témoin et gage d'une conquête économique sans précédent dans l'histoire tant en termes quantitatifs (nombre de personnes bénéficiaires et volumes de réalisations) que qualitatifs (prospérité et classe moyenne, investissements mondialisés et stratégie à long terme) qui déferle sur la Planète économique, politique et culturelle par le biais de l'usinage mondial et le canal des Routes de la Soie.

Ces quatre types de modèles économiques incarnent les stratégies déployées dans la seule guerre mondiale aujourd'hui en cours : la *guerre économique*. Cette déclaration encore une fois, nous le soulignons, ne minimise en aucune façon la tragédie vécue dans leur chair, leur âme, leur espérance par les victimes des conflits armés en cours. Ces conflits armés, que le jargon militaire qualifie donc de «conflits asymétriques», pour barbares, cruels, injustifiables qu'ils sont, restent localement limités, ne présentent pas — à la l'exception des souffrances ci-dessus mentionnées —, un caractère autre que celui de la guerre économique mondiale (ils lui sont d'ailleurs intimement liés). Le caractère de ces conflits est aussi religieux, ethnique, social, en même temps qu'économique. Il présente à l'évidence un lien étroit — les mêlant jusqu'un certain point — avec les dimensions culturelles, identitaires, civilisationnelles des collectivités concernées, qui sont les principaux moteurs de la guerre économique mondiale : leur carburant est profondément, viscéralement, d'ordre culturel, identitaire, civilisationnel et s'emploie au plan global.

En gros, les protagonistes de la guerre économique mondiale sont deux géants : la République Populaire de Chine et les Etats-Unis d'Amérique, lesquels travaillent les ambitions et les prétentions de diseurs de vérité locale qui s'efforcent de profiter de la situation, ce dont les populations pâtissent avant tous autres : les théocrates et autres dictateurs. Ces deux géants ont pris tant de pouvoirs et d'avance que les autres protagonistes, qui se pressent nombreux au portillon, ne jouent, dans la guerre économique mondiale, qu'un rôle de suiveurs essoufflés, tout en tirant selon les cas avec plus ou moins d'originalité et de congruité leur épingle du jeu. L'Union européenne, il faut bien le constater, toujours et encore dans le cadre de la guerre économique mondiale, est devenue une suiveuse tenace certes, mais une suiveuse bloquée par ses contradictions internes et la perte de vue de ses valeurs. Il est aussi des exceptions qui percent sur le terrain en tirant les ficelles laissées disponibles plus ou moins intentionnellement par les deux nouveaux Grands.

L'état de guerre économique mondiale étant ainsi abordé dans sa nature, ses dimensions et ses stratégies propres, nous sommes en mesure de justifier notre question centrale :

«Et si les sciences économiques nous devenaient indispensables ?»

Cet état de guerre économique mondiale concerne tout un chacun pris dans sa propre sphère de responsabilité, comme il concerne toute collectivité politique. Il s'agit de cet appel à la mobilisation générale que mettent en pleine lumière les signes de crise, comme celle de 2008 et celle du coronavirus. Et qui devrait secouer un monde occidental endormi sur ses lauriers.

A chacun appartient la décision d'entrer en service actif et de s'engager selon ses capacités, son expérience, son tempérament, sa situation propre. Il en va de même bien entendu pour les collectifs de référence économique que sont les entreprises, ou politiques que sont les Etats, les Fédérations, les Unions. Sans cette mobilisation, les tendances lourdes qui fragmentent les structures de notre société occidentale et diluent l'esprit libéral ou entrepreneurial — qui a construit notre prospérité dans les douleurs d'un accouchement trois fois millénaire —, déployant la prospérité la plus longue, la plus profonde, la plus gratifiante et la plus universellement irradiante que l'humanité a connue.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Cette conquête et l'état de guerre économique qu'elle implique rendent indispensables les sciences économiques si l'on veut agir librement tout en s'adaptant au cadre de vie qu'elle dessine pour notre *mieux-vivre* et notre *bien-être*. S'adapter signifie vivre avec, sans pour autant les accepter, les tendances lourdes de la réalité économique qui se font jour depuis la fin des Trente Glorieuses.

Les tendances lourdes

Les tendances lourdes de la réalité économique qui fragmentent les structures de nos sociétés occidentales et diluent l'esprit entrepreneurial peuvent être recensés au nombre de six :

dégradation du pouvoir d'achat et élagage de la classe moyenne,

chômage de masse et de longue durée et ghettoïsation des jeunes (15 à 24 ans) et des seniors (depuis 50 ans),

dégradation de la qualité de l'emploi et perte de confiance, repli sur soi, sur le présent,

dommages collatéraux et vie de famille, enfance, solidarité sociétale en particulier solidarité intergénérationnelle, engagement politique,

respect, retenue, économie de la ressource humaine, biologique et matérielle.

Ces tendances lourdes se manifestent depuis les années huitante et la fin des Trente Glorieuses. Agissantes mais souterraines en temps normal, elles explosent et rompent l'ordre économique établi au fil de crises dont nous mentionnons celle de l'informatique dans les années deux mille et celle des *subprime* en 2007 - 2008. La persistance de ces tendances contredit la théorie libérale des grands équilibres économiques. Il n'est pas de signes avant-coureurs reconnus, sinon a posteriori. Cette lacune de signes avant-coureurs, cumulé à la mise en question de l'ordre établi et à l'opportunité de rétablir un ordre nouveau sont les éléments constitutifs de la crise.

Considérations générales sur la nécessité du modèle économique

L'économie entretient un paradoxe qui fait son déni : elle est en même temps *populaire* et *élitiste*.

Populaire, parce qu'elle est le fait de tout un chacun. Chacun la pratique et en dépend, est en capacité d'une bonne pratique et de la faire fructifier pour son compte et celui des autres. Consciemment ou inconsciemment.

Elitiste, parce qu'elle est le fait d'une élite académique. Les économistes tentent de la modéliser et les politiques de l'appliquer. Il en va de même pour les entrepreneurs moyennant le *grano salis* de l'expérience pratique.

L'économie est *populaire*. Elle est tout à la fois omniprésente et pan-agissante. Cette ubiquité lui confère ses qualités existentielles : elle est partie intégrante de la réalité vécue au quotidien par chaque individu, famille, collectif de référence, entreprise, société. Elle est l'outil universel de la gestion de la ressource, de la prospérité, du mieux-vivre, du bien-être, une ressource qui par définition est rare, nécessaire et utile à la survie comme à la vie organisée ou industrielle. C'est l'économie qui a inventé le feu et non pas l'inverse. A son tour, le feu a contribué à l'évolution de l'économie. Le feu n'a eu de cesse que de réinventer l'économie et l'économie, le feu. De même pour chaque outil destiné à gérer la ressource de vie. Il existe un lien synergique entre l'économie et l'outil. L'économie est

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

expérience, langage, savoir, connaissance, science. L'outil est apprentissage, maîtrise, dépassement de soi.

L'économie est le principal ingrédient du comportement et du langage humains. A bien réfléchir, il en va de même pour tout être vivant. Par définition, la vie est finitude et le principe de sa gestion est économique. L'économie est le premier attribut du vivant. Elle est aussi son apprentissage premier. Chez l'homme, elle est responsabilité, sagesse, retenue, respect, comptable, optimisation : son fondement est de nature éthique. Le fondement éthique ouvre sur la spiritualité. L'économie introduit la capacité magique ou divine. Culturellement, elle a fait appel et a ritualisé des formes innombrables d'interventionnismes extrahumains, pour finir par évoluer vers des formes de rationalité utilitariste toujours plus mécaniste. Jusqu'à muter les agents économiques en caricatures humaines absolument et définitivement rationnelles. Des golems dont la raison serait de nature statistique et le langage d'expression quantitative.

Théologiquement, l'économie s'inscrit dans l'économie du Salut. L'économie est la forme optimale de gestion de la finitude. Elle engendre aussi bien la communion que la division, le partage que l'accaparement, la paix que la guerre, l'évolution que la fixité, l'ouverture que le repli, la liberté que la dépendance, le meilleur que le pire, pour l'homme, le vivant. L'économie est avant tout sociologie. Elle pratique avec une virtuosité comparable les accents du pragmatisme, de la politique ou de l'idéologie.

L'économie est aussi *élitiste* avons-nous dit. Un élitisme d'ordre à la fois académique et initiatique. Académique, elle se déclare science de la ressource qui est à la fois rare et indispensable. Initiatique, elle est apprentissage sur le tas du rituel de la survie et de la vie. Elle penche vers l'élitisme, car elle tend à favoriser une élite plutôt que le grand nombre. Pour la raison qu'elle se définit en termes de richesses. Ne dit-on pas que «tel ou tel a bien réussi sa vie dans la mesure où il est riche !» L'économie est élitiste aussi parce qu'elle tend à instrumentaliser une large majorité au profit d'une petite minorité. Cette économie-là ressort plutôt d'une déviance de l'économie au sens originel. La déviance tient davantage de la finance que de l'économie. L'économie au sens originel tient davantage de la valeur ajoutée des grands équilibres sociétaux et globaux. Il appartient aux spécialistes de définir l'économie par rapport à la ressource et à sa gestion : le modèle à cde jour fait défaut. Tout est à y apprendre.

Conclusion

S'il est vrai que l'économie est expérience, savoir, connaissance, science, elle est avant tout pratique universelle de la gestion de la ressource dans le but d'assurer le mieux-vivre et le bien-être de ses usagers. A ce titre personne n'est sensé lui échapper, à quelque niveau que se situe le savoir, l'expérience, les moyens à disposition. De plus, et c'est là un aspect inédit et lourd de signification, l'économie a glissé de la coopération à la confrontation, entrant en crise sur deux champs de bataille simultanés : le tournant stratégique d'une économie post-libérale dite *classique* vers une économie postkeynésienne dite *dissidente* d'une part, et d'autre part l'inexistence d'un modèle économique intégrant la gestion de la biodiversité et de la transition climatique.

Les sciences économiques font appel au talent et engagent la responsabilité de chaque individu, de chaque collectivité. Elles structurent et mettent en cause les liens entre individus, entre individus et collectivités, entre collectivités et, dans le futur, entre l'homme, les collectivités et les ressources. Elles reposent sur l'observation et la modélisation du comportement qui caractérise le vivant, tout vivant — à commencer par l'homme en qualité de maître déclaré ou putatif du vivant — dans la tension avec le propre du vivant, qui est la fragilité intrinsèque de sa nature. Vivant, il est destiné — en même temps qu'il est condamné — à se reproduire. Ce faisant, il met en question à chaque échéance de vie, qui est par définition permanente et ignorée, la mémoire de ce qu'il a été et le pari de ce qu'il sera. Toute

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

étape de fécondation est en effet l'objet d'une totale redistribution génétique ou des cartes à jouer du destin. La vie est conditionnée par la mort. La survie de l'espèce se fait au prix de la mort de l'individu. La survie de l'individu et ses conditions de vie sont conditionnées par sa capacité d'adaptation. De même, la survie de l'espèce est conditionnée par sa capacité d'évolution. Chaque être vivant évolue de manière à survivre d'abord, puis à optimiser ses conditions de vie. De même, chaque espèce. Le processus d'optimisation est vital. Il l'est tant pour la survie, que pour l'amélioration des conditions de vie, que pour la survie de l'espèce et son évolution. Ce processus est de nature économique. Il est le pari de la vie sur la mort, du mieux-vivre, du bien-être. Il repose sur la gestion de la ressource disponible. Il est par essence modélisable.

Au fil de l'évolution, et au fur et à mesure que l'on remonte la hiérarchie du vivant, se développe la conscience de cet état de fragilité et la capacité de son optimisation. On observe aujourd'hui que l'homme devrait représenter le sommet de ce type d'évolution. Il a en effet poussé l'avantage jusqu'à développer avec un succès certain la faculté de maîtriser l'état de fragilité de sa survie et d'optimiser ses conditions de vie. Devenu conscient de la fragilité de vie, il en a fait une science de gestion. Cet état de conscience engendre un problème majeur pour le modèle économique :

Les défauts de la cuirasse du modèle économique ou de l'économie en tant que sciences

Une gestion des besoins hors la limite de la ressource

Le pari du modèle économique ne repose pas sur la gestion de la ressource disponible, mais sur la gestion des besoins, lesquels sont de plus en plus définis sur un horizon d'immédiateté et d'impatience. La disponibilité de la ressource lui est secondaire par rapport à ses besoins. C'est le propre de l'économie devenue *sciences économiques*. Les sciences économiques se résument à la projection que l'homme se fait de ses besoins et de la manière de les satisfaire. La gestion des besoins de l'homme se projette au-delà de la ressource disponible. Elle va jusqu'à optimiser la finitude (soit le fait que la vie est par nature imparfaite au sens de son absolue limitation). Il pratique à ce niveau un instrument qui semble lui être propre : la spiritualité. Cet état de fait ne contredit pas en lui-même le fait de la croyance ou de la foi, ni celui, pour le croyant, de la possibilité de Révélation (divine). A cette dernière exception près, la projection de ses besoins en matière de finitude va au-delà de la ressource disponible pour l'agnostique. Mais tel n'est pas le cas pour le croyant : la divinité et son principe sont pour lui incommensurables, hors de sa nature ou de sa portée, et par conséquent par-delà de toute possibilité de projection. Que ce soit projection humaine vers l'au-delà, ou bien révélation divine dans l'en-deçà, le raisonnement sur le divin se définit par analogie — nous l'avons déjà évoqué — comme *économie du Salut*.

Il s'agit dans toutes les hypothèses d'un exercice de gestion d'une ressource dans l'idée de son optimisation selon deux voies possibles et pas nécessairement exclusives : la domination ou le partage.

En résumé, l'approche qui consiste à partir de ses besoins et non pas de la disponibilité des ressources se définit pour seules limites ses besoins et elle part du présupposé que la ressource existe et qu'elle est, voire est bien davantage abondante que les besoins. Les déviations apparaissent sous forme de tentations : développer les ressources jusqu'à épuisement, trouver de nouvelles ressources, inventer le principe même de la ressource (définir le Bien et le Mal selon ses besoins propres et donc établir ses lois propres et jouer le créateur à la place du Créateur). Le problème de la limite de la ressource, comme celui de la finitude rattrapera d'autant rapidement et sûrement plus l'homme qu'il aura cherché à s'en éloigner. Le problème ici est qu'il est capable de se condamner lui-même et sa survie, en particulier les perspectives de sa descendance et de l'espèce.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

L'économie est le comportement naturel de tout être vivant à assurer la satisfaction de ses besoins, de quelque ordre qu'ils soient, par une gestion des ressources qui sont à disposition, et qui, devenue sciences et modèle, a pour but d'optimiser la disponibilité de ces ressources sans tenir compte de leurs limites.

La mémoire de ce comportement est ancrée dans l'étymologie : économie signifie gestion de la maison, de la famille, de la collectivité de référence, de la planète, de l'univers, dans le sens de son optimisation. L'économie est au premier degré un instinct, un apprentissage de survie. Elle est ensuite un apprentissage, technique, un art, une connaissance, une sagesse. Elle est éthique dans la mesure où le lien qu'elle établit avec la ressource tient compte du principe du bien commun. Le principe du bien commun est la règle d'action

d'une société qui, à tous les niveaux, désire véritablement demeurer au service de l'être humain, [et qui se fixe] le bien commun pour objectif prioritaire, dans la mesure où c'est un bien appartenant à tous les hommes et à tout l'homme.⁶⁹

Agrémentée de la dimension spirituelle (pour un croyant comme pour un non-croyant), l'économie établit un lien avec les ressources et leurs limites, en bref leur valeur, qui est fait du respect nécessaire à la pérennisation et des ressources et de l'espèce qui en vit et qui les exploite. Intégrée à la dimension religieuse, ce lien devient confiance, croyance, foi, mesure, partage, sagesse sans nécessairement tomber dans l'idolâtrie.

Le comportement humain : sa motivation est la liberté ; sa ressource est l'innovation

Précisons d'emblée que si l'économie n'est pas une science exacte au sens que la dimension de ses calculs est sociologique : son moteur est le comportement humain. Celui-ci étant pour l'essentiel de nature subjective et non pas purement rationnelle, il dépasse le cadre du raisonnement logique. Les émotions précèdent la raison et la guident. Parmi elles, l'anticipation faite de crainte ou d'espoir devient déterminante. A tel point que la force de l'anticipation domine la réalité observable et que sa dynamique détermine le cours économique des choses.

C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que l'économie étant dominée par la finance, la réactivité des agents économiques est immédiate, globale et tend à éliminer l'essentiel de ce facteur risque qu'est le temps. Or le temps est une variable essentielle. Seul le passé est compatible avec la matrice des sciences économiques. Les sciences économiques tentent de relier le passé à l'avenir et d'en dessiner les contours par l'approche statistique. Or cette approche est vraie à un hasard près, lequel n'est pas compris dans leur domaine de validité prédéfinie. Les économistes parlent de *facteurs exogènes*. La lecture des sciences économiques est vraie à deux facteurs près qui ne peuvent que rester exogènes : la psychologie et le hasard. C'est ainsi que les crises économiques, par définition, ne sont pas prévisibles. Par contre, les période intermédiaires entrent dans leurs compétences et présentent un degré d'influence déterminant pour le modèle économique.

Les sciences économiques sont de nature *utilitariste* : le seul critère de référence est l'utilité. L'être, homme ou animal, en un mot le vivant ou la vie, sont considérés comme des agents du type rationnel qui savent par essence ce qui est leur intérêt et qui fonctionnent dans l'absolu de ce pur intérêt. Conscientes des limites d'une telle approche, somme toute mécaniste, les sciences économiques ont prolongé la dimension rationnelle aussi loin qu'il est possible pour tenir compte de la nature subjective, émotionnelle, spirituelle du comportement humain. Elles ont connu et connaissent un succès certain dans le phénomène des anticipations du marché. La crainte ou l'espoir, le jugement a priori, l'histoire

⁶⁹ COMPENDIUM de la doctrine sociale de l'Église, Paris, éd. du Cerf, 2005, p. 92

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

individuelle sont tout autant de facteurs qui décuplent ou renversent les comportements purement rationnels et utilitaristes du héros des sciences économiques : l'*homo oeconomicus*. Les crises périodiques qui sont inhérentes à la vie économique démontrent les limites des sciences économiques. La crise économique, par définition, est un événement que les sciences économiques, ni le modèle économique n'ont pas été en mesure de prévoir et que, en cas de crise aiguë ou disruption, elles ne sont pas à même de résoudre en l'état.

Conclusion

Les économistes justifient les insuffisances du modèle économique, en même temps que sa pertinence par une corbeille de constats : insuffisance des données, manque de transparence des banques, facteurs d'expositions mutuelles ou de crise systémique, incertitude stratégique, prophéties auto-réalisatrices, équilibres multiples. Un exemple criant de ces véritables apories se présente dans le scandale des définitions du chômage telles que chômage d'équilibre, de structure, de friction, le halo du chômage.⁷⁰

Les sciences et modèles économiques en vigueur sont les suivants :

Le *main Stream*, soit le courant classique prédominant. Il est enseigné dans les écoles le plus prestigieuses⁷¹. Il alimente le bassin de réseautage et de recrutement des acteurs déterminants du monde économique. Ce sont, depuis la crise de 2008, les acteurs financiers. Ces acteurs sont les banques d'affaires⁷² (les très grandes banques : les GAFAM⁷³ et les BATX⁷⁴, les fonds de pension⁷⁵, les fonds souverains⁷⁶, les oligarques⁷⁷.

Ce courant est représenté par des écoles qui évoluent sur une ligne quantitativiste stricte : vision macroéconomique (vision globale dans laquelle interviennent seuls des mécanismes de masse et où la subjectivité de l'individu n'a pas d'existence). L'objectif essentiel est la préservation du pouvoir d'achat, soit la lutte contre l'inflation, par le moyen du contrôle de la quantité de monnaie. L'école des monétaristes (1974 - 1982) a pour unique objectif le contrôle des prix. Elle est de nature quantitativiste pour la raison qu'elle agit par le biais de la quantité de monnaie (la masse monétaire).

Ces écoles sont dites classiques ou *néo-classiques*, puisqu'elles ne fleurissent que dans les plus rares et plus prestigieuses académies et remontent par leur origine à l'économie classique. La vision monétariste remonte au XVI^e siècle. Elle a fait l'objet de nombreux développements jusqu'à l'Ecole de Chicago avec Milton Friedmann dans les années 1970. D'essence libérale dure, elle conteste le bienfondé des écoles keynésiennes, mise sur l'équilibre naturel du dynamisme économique et admet un chômage dit *naturel* comme étant nécessaire et ne présentant donc pas de contradiction par rapport à la dynamique des grands équilibres. Nous dénonçons pour notre part l'insuffisance de ces écoles, puisqu'elles n'expliquent ni le chômage de masse, ni le chômage de longue durée, s'agissant en particulier des jeunes⁷⁸ et des seniors⁷⁹. Leur objectif prioritaire tient dans la lutte contre l'inflation,

⁷⁰ Voir BRANDT Jean-Marie, *c'est l'emploi qu'on assassine, contre la finance-casino, pour une économie au service de l'homme*, Saint-Maurice, Ed. St-Augustin, 2019

⁷¹ Essentiellement aux Etats-Unis et en Angleterre

⁷² Notamment : JP Morgan Chase , HSBC Bank of America, BNP, Paribas, Citigroup, Wells Fargo, Banco Santander, Deutsche Bank, UBS, CS, Société Générale, Barclays

⁷³ Google, Appel, Facebook, Amazone, Microsoft

⁷⁴ Baidu, Alibaba, Tencent, Xiaomi

⁷⁵ Une dizaine de fonds, dont BlackRok

⁷⁶ Notamment : Norvège, Chine, Emirats Arabes Unis, Koweït, Singapour, Hong-Kong, Qatar

⁷⁷ Notamment : russes, iraniens, chinois, du Golf

⁷⁸ 15 à 24 ans selon l'OCDE

⁷⁹ Depuis 50 ans selon l'OCDE

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

soit contre la dévalorisation de la monnaie, ou la perte du pouvoir d'achat. Il est vrai que dès la fin des années 1970, le taux de perte de valeur dépassait le taux d'intérêt rémunérateur : l'inflation était devenue galopante et rongait l'économie telle un cancer.

Depuis la crise de 2008, la politique menée est dite hors-norme ou non conventionnelle. : Le quantitative easing (QE) ou facilitation quantitative. La Banque centrale américaine (FED), immédiatement à l'éclatement de la crise de 2008 (septembre 2007) a mis en place un système de soutien à l'économie par l'injection de liquidités (de monnaie) dans le marché. La Banque centrale européenne a entamé cette politique dès 2008 par la baisse de son taux directeur, puis a attendu 2015 pour mettre en pratique le QE. Le contrat implicite de confiance qui préside à toute transaction financière ayant disparu après la crise dite des subprimes, les banques avaient stoppé leur activité de prêteurs et tel entreprises celle d'investisseurs. Le manque de liquidités bancaires qui en avait suivi avait contribué à contracter les marchés en coagulant l'absence de confiance : la perte de foi en l'avenir bloquait l'horizon temporel. L'injection artificielle de liquidités créées de toute pièce par les banques centrales prolongeait la politique quantitativiste ou monétariste en crevant deux tabous.

D'abord déclare crédibles une injection illimitée de valeurs monétaires. Ensuite, le rachat des *bad debts* pour commencer des banques, puis des entreprises. Les banques centrales sortaient leur rôle régalien de régulateur monétaire et devenaient des prêteurs de dernier ressort. Le but était de redonner confiance au marché.

Techniquement, la BCE par exemple a privilégié le refinancement des banques à long terme sans limite de montant pour une durée longue via les LTRO (*Long term refinancing operations*) et ses variantes (VLTRO pour *very*, étendant à trois ans la maturité des prêts de liquidités, et TLTRO, T pour *targeted*, opérations ciblées faisant dépendre les prêts obtenus des crédits accordés par les banques.

Le *qualitative easing* a consisté au rachat de dettes pourries en échange de titres de qualité, dans le but d'assainir le marché des titres. Le bilan de la banque centrale n'en était pas modifié en termes de quantités, mais bien en termes de qualité.

Le *forward guidance* ou pilotage des anticipations, a consisté à influencer le marché et ses tendances par des déclarations et des actions inspirant le cap souhaitable.

Ces instruments innovateurs ont remplacé l'instrument du taux d'intérêt directeur de la banque centrale, celui-ci ayant été réduit à une non-signification, le taux à zéro, ou bien encore à une absurdité, le taux négatif. Le taux d'intérêt est la prime de risque dont le marché taxe l'avenir. Prêter à un taux négatif est l'expression tragique d'une absence totale de confiance dans l'avenir.

Aujourd'hui, toutes les tentatives de relever le taux d'intérêt directeur ayant échoué, et l'économie n'ayant pas regagné son rythme de croissance de croisière (2.5 - 3.0 %) , et le taux du chômage à longue durée et de masse augmentant dans la réalité du ghetto du chômage, et la qualité de l'emploi continuant à se dégrader, et le pouvoir d'achat à diminuer, il faut conclure que l'apport du QE, s'il a sauvé le système, n'a pas permis sa guérison. La confiance est encore et toujours absente du système.

Résumé

Le *main stream* des sciences économiques a permis de traverser la crise de 2008 en maintenant le système en état de marche, sans pour autant permettre à la confiance de revenir à son rôle de factotum du marché. Bien au contraire. La finance, dopée par les émissions sans limite de liquidités, a pris un envol souverain, qui n'est plus lié à l'économie. Une révolution a permis au modèle quantitativiste de se remettre en question et d'évoluer sans changer de nature.

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

Etat des lieux

Le pilotage par le taux directeur de la banque centrale a brulé l'intégralité de ses cartouches en le réduisant progressivement à l'état de non-signifiant jusqu'à la limite extrême de la logique du prix du risque, ou du prix du futur.

Le résultat a été que le système financier occidental a été sauvé. Mais l'objectif de redonner confiance et de relancer l'économie par le biais de l'inflation a échoué. Pire, l'état du malade et le traitement en vigueur ne sont pas prêts d'évoluer. Les causes majeures sont sociétales et multiples : vieillissement démographique, excès d'épargne, décroissance de la productivité, tertiarisation et financiarisation de l'économie. Les taux d'intérêt nominaux, qui sont le reflet du risque et le moteur de l'investissement restent encore pour longtemps bloqués en deçà de la réalité dont ils devraient être le reflet : le risque du futur et avec lui, la foi dans l'avenir et la prise de risque dans l'investissement et sur la personne et sur la machine.

Conclusion

Le non-conventionnel a pris le pas sur le conventionnel. Les taux bas vont faire du *QE* un instrument permanent. Ainsi se perpétue le comportement régalién adopté par les banques centrales dans l'urgence du temps de crise, voire il se renforce. De fait, le modèle quantitativiste est parvenu à son apogée en même temps qu'il a atteint ses limites. En réalité, il montre ses contradictions. L'intervention de l'instrument quantitatif des banques centrales démontre l'insuffisance de l'approche quantitativiste dite *main stream classique*. Le politique en est d'autant plus conscient qu'il a compris que la problématique du renouvellement de ses mandats dépend de la prospérité telle qu'elle est vécue dans l'immédiat de l'actualité par les populations dont ils se disent responsables. Le temps chronologique s'est raccourci au point qu'il n'a plus d'existence ni dans le vécu des gens, ni dans le modèle économique. Il n'y a plus d'avenir nécessaire. Il n'est plus besoin de foi dans l'avenir.

Quel avenir prévisible pour les banques centrales ?

Les banques centrales n'ont pas d'autre ressource que d'expérimenter davantage l'instrument des taux négatifs sur les dépôts. Une seule exception : la banque centrale de suède, qui a fait passer son taux principal de refinancement à - 0.10 % en février 2015, puis - 0.15 % en février 2016, pour l'augmenter à - 0.25 % en janvier 2019. Les banques centrales n'ont pratiqué le taux négatif que sur les dépôts, soit non pas pour prêter aux banques à un taux négatif, mais pour taxer les réserves excédentaires. Dans le but d'obliger les banques dépositantes à ne pas laisser ces liquidités inactives sur leurs comptes et obliger à les injecter dans le marché interbancaire, de façon à favoriser la création monétaire et, partant, le crédit, ou encore la capacité de dépenses et d'investissements de l'économie. Cette pratique qui risque de se renforcer, passerait donc de l'interventionnisme urgentiste de crise au subside structurel sous forme de subventions aux banques et à l'économie. On peut parler de myopie des banquiers centraux :

Faire entrer dans le champ du conventionnel ce qui avant la crise ne l'était pas a toutefois ceci de problématique que cela n'aidera pas à corriger la myopie des banquiers centraux, qui n'ont pas vu les conséquences de la politique monétaire sur la stabilité financière avant la crise, et ne s'en sont pas plus préoccupés pendant la gestion de la crise. Trop accommodante, la politique monétaire des débuts des années 2000 a contribué à l'instabilité financière en favorisant la formation de bulles de crédit (aux Etats-Unis et dans plusieurs pays de la zone euro, Irlande et Espagne notamment). De la même manière, la politique monétaire de la gestion de crise, forcément accommodante, peut avoir contribué à la formation de bulles de prix d'actifs. L'avenir le dira si celles-ci éclatent. Pour corriger cette myopie, la politique financière doit soit évoluer vers une orientation financière, c'est-à-dire ne plus exclure de faire réagir le taux directeur aux

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

conditions financières (écart à une tendance à long terme du crédit, des prix immobiliers, etc.), soit être combinée à une politique dédiée à la prévention des déséquilibres financiers, telle que la politique macro prudentielle....⁸⁰

Politique macro prudentielle

Il s'agit du mixage de politiques diverses, ou *Policy-mix*.

L'objectif consiste encore et toujours à redonner la confiance au marché, afin qu'une vision constructive du futur se redessine, et que le prix du crédit investi pour son financement en exprime la réalité économique. Qui dit croissance, dit anticipation de la croissance. Qui dit anticipation de la croissance, dit foi en l'avenir. A quel prix retrouver le nouvel équilibre, soit en l'occurrence à quel taux se monnaie l'avenir, le risque ?

La politique monétaire jusqu'ici a fixé la cible de 2 %, puisqu'elle est assimilée à l'absence d'inflation et à la création nette d'emplois. Il est manifeste que cette cible n'a pas été porteuse pour l'ensemble des agents économiques. Quelle autre cible fixer ? Les approches étant de nature statistique et tournées vers le passé (modélisées sous la forme ici de la *Règle de Taylor*), face à ces données inédites et pas encore définies (les économistes les qualifient d'exogènes), seul le tâtonnement prévaut. On parle de 4 %, avec deux grands mais : comment justifier 4 % après avoir justifié 2 %, et comment demander aux banques centrales un effort supplémentaire alors qu'elles sont au bout de leurs possibilités ?

Qu'est-ce que la règle de Taylor ? Un exemple choisi de modèle économique ⁸¹

Nous choisissons de présenter cette règle dans son expression mathématique, à titre d'exemple d'une part, mais aussi parce qu'elle a fait ses preuves avec la FED, mais seulement a posteriori, et pourrait entrer dans la composition d'une future *policy-mix*.

La Règle de Taylor est une règle de politique monétaire énoncée par l'économiste John B. Taylor en 1993. Elle relie le taux d'intérêt décidé par la banque centrale au taux d'inflation de l'économie et à l'écart entre le niveau du PIB et son niveau potentiel.

Elle fait intervenir des coefficients de pondération qui permettent d'accorder une importance plus ou moins élevée à l'inflation ou à la croissance. Ces coefficients sont soit calibrés, soit déterminés économétriquement par les économistes des banques centrales, pour la zone monétaire concernée.

L'équation de Taylor fournit alors un moyen de calculer le principal taux directeur de la banque centrale. Taylor a cherché à donner une valeur "optimale" aux coefficients en les calculant à partir des valeurs observées (estimation économétrique) des variables intervenant dans l'équation en ne retenant que les périodes où la banque centrale a atteint ses objectifs, ou semble l'avoir fait. Extrapoler ainsi les tendances passées est toutefois une opération hasardeuse dans le monde mouvant de l'économie.

La crise de 2008 a porté un coup très sévère à la Règle de Taylor, l'écart soudain et important entre PIB et PIB potentiel, ainsi que la disparition rapide de l'inflation, conduisaient à un taux directeur fortement négatif (en dessous de -4% aux Etats-Unis entre 2010 et 2014), ce qui n'a aucun sens - les banques centrales ayant alors opté pour un taux nul ou, pour certaines d'entre elles (Suisse, Japon, Danemark, par exemple) pour un taux (très) légèrement négatif, à certains moments.

⁸⁰ CEPII, *l'économie mondiale 2020*, Paris, Ed. La Découverte, 2019

⁸¹ Nos sources : CEPII *op. ment.* et www.captaineconomics.fr

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

À l'origine, Taylor avait l'intention de fournir une règle pour établir les contours de la politique des taux d'intérêts de la Fed. Il avait ainsi l'objectif de concevoir une alternative à la fixation des taux d'intérêt de court terme de la politique monétaire. Il mettait ainsi l'accent sur la simplicité et la robustesse. Cette règle devait servir à comprendre et évaluer la politique monétaire des banques centrales. Mais elle devait en même temps introduire un concept de ligne directrice, guidant les décisions politiques des banques centrales. En partant de la situation juridique aux Etats-Unis d'Amérique (la FED doit prendre en compte le niveau des prix et l'évolution conjoncturelle), la politique des taux d'intérêt devrait alors dépendre du taux d'inflation actuel et de la situation conjoncturelle³.

Cette règle suggère un taux d'intérêt relativement haut (politique monétaire restrictive) quand l'inflation dépasse sa cible ou quand l'économie semble être « en surchauffe » et inversement, un taux d'intérêt relativement bas (politique monétaire accommodante) dans les situations opposées.

Parfois, les objectifs des politiques économiques peuvent être contradictoires, par exemple lorsqu'il y a stagflation : l'inflation dépassant sa cible alors que l'économie est en situation de sous-emploi. Dans ce cas, la règle de Taylor aide à mettre en balance ces différentes considérations pour fixer le taux d'intérêt. Taylor suggère que les banques centrales doivent augmenter le taux d'intérêt nominal pour chaque augmentation de l'inflation. En d'autres termes, en considérant que le taux d'intérêt réel est approximativement le taux d'intérêt nominal moins l'inflation, poser son équation revient à dire que lorsque l'inflation augmente, le taux d'intérêt réel doit également augmenter.

La règle de Taylor peut s'énoncer ainsi :

$$i_t = r^n + \pi_t + \alpha \cdot (y_t - \bar{y}_t) + \beta \cdot (\pi_t - \pi^*)$$

Avec i_t le taux d'intérêt nominal fixé par la banque centrale, r^n le taux d'intérêt réel neutre, π_t le taux d'inflation réel, π^* le taux d'inflation cible, y_t le PIB réel, $\bar{y}_t$ le PIB potentiel. Nous avons montré précédemment pourquoi le taux d'intérêt nominal "i" est positivement relié à l'écart d'inflation et à l'output gap ; cela signifie donc simplement que l'on doit avoir des coefficients alpha et beta supérieurs à 0. Le taux d'intérêt réel neutre est égal, dans la règle de Taylor, au taux de croissance tendanciel de l'économie sur la période de référence (2% dans le cas des USA). Les coefficients alpha et beta sont, dans les premiers travaux de Taylor, fixés comme devant être égaux à 0,5. En supposant le taux d'inflation cible de la politique monétaire, cela nous donne donc :

$$i_t = 2 + \pi_t + 0,5 \cdot (y_t - \bar{y}_t) + 0,5 \cdot (\pi_t - 2)$$

$$i_t = 1 + 0,5 \cdot (y_t - \bar{y}_t) + 1,5 \cdot \pi_t$$

Une augmentation de 1 point de l'inflation entraîne donc selon cette règle une hausse de 1,5 point du taux d'intérêt. A l'inverse, une hausse de 1 point de l'output gap ($y - \bar{y}$) tend à entraîner une hausse du taux d'intérêt de 0,5 point.

Cela dit, certaines études économétriques montrent comment avec quelques petits ajustements et sans restriction sur les coefficients, il est possible d'adapter la Règle de Taylor pour décrire avec une très bonne précision l'évolution du taux directeur de la FED sur une longue période.

Il faut bien différencier le caractère descriptif de la Règle de Taylor, ayant pour but de comprendre les décisions passées d'une Banque Centrale, du caractère normatif de la règle, pouvant servir à anticiper et prévoir les variations futures de la politique monétaire. Pour que la règle puisse avoir un caractère

ECONOMIE – CHOMAGE, EMPLOI, POUVOIR D'ACHAT: NOTRE MODELE ECONOMIQUE EST-IL DEPASSE ?

normatif, il faut en effet que le comportement historique de la Banque Centrale soit le même que son comportement futur, ce qui implique une stabilité des coefficients et des variables explicatives. De plus, chaque Banque Centrale ayant ses propres objectifs et la situation économique de chaque pays étant différente, chaque pays aura sa propre règle de Taylor, avec des coefficients et/ou des variables explicatives différentes. Bref, la règle de Taylor est très intéressante pour estimer les variations passées et mieux comprendre la politique monétaire historique d'un pays, mais elle fait douter fortement de l'applicabilité de cette règle pour prévoir avec précision la politique monétaire à venir d'une banque centrale.

Conclusion

La Règle de Taylor permet de comprendre simplement le lien entre inflation, croissance et taux d'intérêt. Résumons donc la politique monétaire probable d'une banque centrale, toutes choses égales par ailleurs : (1) si l'inflation actuelle ou anticipée est supérieure à la cible d'inflation, on monte les taux, (2) si l'inflation actuelle ou anticipée est inférieure à la cible d'inflation, on diminue les taux, (3) si la croissance actuelle est supérieure à la croissance potentielle, on monte les taux et (4) si la croissance actuelle est inférieure à la croissance potentielle, on diminue les taux. La situation se complique si par exemple l'inflation est supérieure à la cible mais que dans le même temps la croissance est bien en dessous de la croissance potentielle (cas de stagflation). En effet dans ce cas-là, si la banque centrale augmente ses taux, alors l'inflation va diminuer, certes, mais cela va agrandir davantage encore l'écart entre la croissance actuelle et la croissance potentielle (car hausse de taux = baisse investissement = baisse croissance actuelle = élargissement de l'output gap).

Le *policy mix* où la politique monétaire serait destinée à la stabilité monétaire et la politique macro prudentielle à la stabilité financière en priorité. Ce déploiement devait être cordonné entre les grandes zones économiques et calibré par pays en fonction de ses particularités.

Cela éviterait le risque que les banques centrale livrées à elles-mêmes fassent remonter le taux d'intérêt trop rapidement et déclenchent une crise financière, ou bien le feraient trop longuement, formant les bulles d'un endettement excessif.

On peut parler, s'agissant de la politique monétaire, d'un aveuglement avant la crise, et de même d'un aveuglement dans le soin accommodant apporté au soutien de l'économie depuis 2008 préparant vraisemblablement la crise prochaine.

Les économistes le disent clairement :

Espérons que la normalisation, ou la «nouvelle normale» qui reste à définir sera l'occasion d'ouvrir les yeux des banquiers centraux, pour qu'à l'avenir ils cherchent à voir aussi bien la stabilité financière que la stabilité monétaire. Cela renvoie à l'articulation manquante entre la politique monétaire, qui ne peut pas tout, et la politique macro prudentielle. Reste une autre articulation défailante, celle entre la politique monétaire et la politique budgétaire. L'avantage économique pris par les Etats-Unis sur la zone euro vient du fait que la politique monétaire y est couplée avec une politique budgétaire largement plus expansionniste depuis Donald Trump⁸².

⁸² CEP III, op., cit. p. 102